

7.10% 1 an
Placement
garanti
minimum 10 000 \$
Sujet à modification sans préavis
659-4960
ScotiaMcLeod

LE SOLEIL

LOU-TEC
ÉQUIPEMENT DE RÉCEPTION
QUÉBEC 871-6363
LEVIS 835-3342
STE-FOY 653-3333
ST-GEORGES 228-1718
BEAUPORT 663-7383
ST-ANSELME 885-4468

MERCREDI 24 AOÛT 1994

QUÉBEC, 96^e ANNÉE, NO 234
48 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 T.P.S. 0.24 T.V.G. 9.24 3.98

MONTREAL-OTTAWA 60c Plus T.P.S. T.V.G.

50c Plus T.P.S. T.V.G.

ÉLECTIONS 94

**Johnson:
le PLQ n'a
jamais eu
l'intention
de tenir un
référendum**

- Michel David:
l'horoscope
du PM
- L'éducation
sous la lorgnette
économique
A-4 à A-7 et A-11

LES ARTS



**La vie de l'étoile
filante Alys Robi**

Joelle Morin interprète Alys Robi de 16 à 29 ans dans une série en quatre épisodes écrite par Denise Filiatrault et qui sera diffusée en mars à TVA. **B-8**

LE CANADA

**De plus en plus de
jeunes armés à l'école**

La violence et l'utilisation d'armes sont une réalité dans de nombreuses écoles au Canada, surtout dans les villes de plus de 500 000 habitants. **A-3**

L'ÉCONOMIE

**Papier : 20 000
emplois menacés**

Près de 20 000 emplois de l'industrie des pâtes et papier au Canada sont appelés à disparaître d'ici la fin du siècle, dont 10 000 au Québec. **B-12**

L'INDEX

Annonces classées	C-2 à C-7
Arts	B-6 à B-8
Bridge	C-8
Décès	C-7 et C-8
Économie	B-9 à B-12
Éditorial	A-10
Horoscope	C-6
Le Monde	C-1
Où aller à Québec	B-8
Québec et l'Est	B-1 et B-2
Une place au soleil	B-3

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés	S-14
Mot mystère	S-14

LA MÉTÉO

Ensoleillé, températures près des normales saisonnières, maximum 25 S-16



Le nombre de cas augmente de façon effrénée au Québec

Cancer: pénurie de médecins

QUÉBEC — Le nombre de cas de cancer progresse de façon effrénée et, conséquemment, le nombre de demandes de traitements. Pourtant, il y a pénurie de radio-oncologues. Les 36 médecins qui exercent au Québec sont débordés.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

Ce constat est celui du Dr Abdennour Nabid, chef du service d'oncologie au Centre hospitalier de l'université de Sherbrooke (CHUS) et président de l'Association des radio-oncologues du Québec.

Il constate avec pessimisme que le nombre d'appareils de radiothérapie n'a pas augmenté et que les ressources humaines sont les mêmes d'année en année, malgré la hausse évidente du nombre de patients à soigner. « On a besoin davantage de machines et de médecins. C'est la solution à long terme pour remédier à la situation. »

Le Dr Nabid ne se gêne pas pour affirmer que les efforts du gouvernement, « c'est trop peu et trop tard ». Les nouveaux appareils de radiothérapie acquis par certains hôpitaux remplacent la plupart du temps des machines qui ont fait leur temps.

« Actuellement, les techniciens en radiothérapie ouvrent les appareils en dehors des heures normales, le soir par exemple, pour absorber plus de patients. Les appareils fonctionnent au maximum de leur capacité », souligne le docteur Nabid qui rend hommage aux techniciens forcés de faire des heures supplémentaires. « Mais c'est une solution de transition », insiste-t-il en répétant que les hôpitaux ont besoin de nouveaux appareils dont l'installation exige beaucoup de temps.

Quant aux ressources humaines limitées, il explique cette situation par le fait que les 36 radio-oncologues de la province en ont plein les bras avec leurs 16 000 consultations annuelles. Ils manquent donc de temps pour faire connaître leur profession au grand public et ont par conséquent de la difficulté à protéger et perpétuer leur spécialisation. Les universités devraient faire leur part pour tenter d'attirer davantage d'étudiants dans cette branche de la médecine, suggère le Dr Nabid.

Ressources humaines limitées

D'autre part, il salue l'initiative des employés de Télé-Direct, à Sainte-Foy, qui une fois de plus offrent de conduire des patients de la région de Québec au Centre hospitalier de l'université de Sherbrooke pour y recevoir des traitements de radiothérapie. « Ça me fait un plaisir immense de voir des gens qui s'ouvrent aux autres, dit-il. C'est une initiative pleine d'humanité qu'il faut encourager. »

Il précise toutefois que le centre de radiothérapie du CHUS, qui dispose de deux appareils, est lui aussi fort achalandé. « Il y a un mois d'attente à partir du moment où le radio-oncologue a vu le malade en consultation, souligne-t-il. Et l'hôtellerie de 26 lits affiche complet jusqu'au 15 septembre. »

Centre fort achalandé

La brochure *Statistiques canadiennes sur le cancer 1994* montre que l'incidence du cancer chez la femme est passée de 2,15 pour 1000 en 1969 à 2,6 en 1993. Chez l'homme, l'incidence est passée de 2,35 pour 1000 en 1969 à 3,3 en 1993. Chez l'homme, le poumon, la prostate, le côlon et le rectum continuent d'être les formes les plus communes de nouveaux cancers et les causes les plus fréquentes de décès par cancer. Chez la femme, les nouveaux cas de cancer les plus communs sont toujours le sein, le côlon, le rectum et le poumon.

100 boat people cubains repêchés chaque heure

LA HAVANE (AFP) — Alors que la Maison-Blanche exprimait son inquiétude face à l'interminable afflux de réfugiés cubains interceptés en mer et renforçait sa flotille entre Cuba et la Floride qui compte maintenant 32 navires et 30 avions des garde-côtes et 11 bâtiments de la marine, l'exode n'a pas ralenti, hier, avec 2259 boat people recueillis en fin d'après-midi.

En l'espace de trois heures, plus de 500 Cubains ont été interceptés au large des côtes de Floride et cet afflux ne donnait aucun signe de tarissement en dépit des mises en garde de Washington. En tout, 7289 « balseiros » ont été recueillis depuis vendredi minuit, jour de l'entrée en vigueur de la nouvelle politique de Washington qui conduit désormais les réfugiés à la base américaine de Guantanamo ou les interne aux États-Unis.

Mais non dissuadés par cette approche et déterminés coûte que coûte à s'enfuir de Cuba sur leurs radeaux grossièrement rafistolés, les « balseiros » paraissent indifférents aux dangers d'une traversée qui peut durer trois jours, alors que les récits sur les disparus en mer commencent à circuler parmi la population cubaine.



Un garde-côte américain aide un jeune garçon à grimper à bord d'une vedette, tandis que d'autres réfugiés attendent dans le bateau qui leur a permis de fuir Cuba. Près de 2300 boat people ont été recueillis hier.

Il est impossible de se faire depuis Cuba une idée même approximative du nombre des « boat people » qui auraient pu périr, jetés par-dessus bord ou dans le naufrage de leur embarcation.

Le long du littoral, on peut voir de temps à autre quelques embarcations abandonnées qui auraient pu être repoussées par le courant.

Des témoignages permettent de penser que pour certains des candidats à l'exil, la fuite vers les

côtes de Floride a pu tourner au tragique.

« Ils sont fous, complètement fous », est un commentaire répandu parmi les curieux qui viennent voir les « boat people » prendre le large. Ils sont nombreux à dire qu'ils voudraient partir eux aussi, mais pas dans ces conditions.

Ces jours derniers, la mer lisse, au moins le long de la côte, favorise les évasions. Mais, on se demande comment ces rafiotés à rames, bricolés souvent à la vavite et trop chargés de passa-

gers, peuvent tenir la mer. La traversée dans le détroit en son point le plus resserré est tout de même de 90 milles. En cas de houle un peu forte, ne pas chavirer paraît tenir du miracle.

Il n'est pas question pour les « balseiros » d'avoir une carte nautique ou une boussole qui se monnaie au moins 20 \$ au marché noir, une somme extravagante pour les Cubains. Inutile de parler de gilet de sauvetage, la plupart partent torse nu.

Autre texte en page C-1



C'est cette camionnette, rapportée volée la veille, qui a servi à enfoncer la porte sur le côté du bar.

Un copropriétaire arrêté

Le bar Le Bugs flambe

SAINTE-FOY — Un incendie d'origine criminelle a fait environ 100 000 \$ de dommages, la nuit dernière, au bar de danseurs Le Bugs, sis au 1965, Charest Ouest, à Sainte-Foy. L'un des deux copropriétaires est au coeur de l'enquête menée par la police de Sainte-Foy.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

Le feu s'est déclaré vers 3 h 30 hier. Les pompiers en ont été avisés par le système d'alarme relié aux gicleurs automatiques. À leur arrivée sur les lieux, ils ont constaté que la porte située sur le côté du bar avait été défoncée par une camionnette rap-

portée volée la veille par la police de L'Ancienne-Lorette. Ils ont en outre trouvé deux bidons d'essence.

« Nous savons qu'il y a un conflit entre les deux propriétaires », a déclaré le porte-parole de la police de Sainte-Foy, le lieutenant Jacques-André Leclerc. L'un d'eux, Marc Gagnon, le fils de Laurent Gagnon, aurait

d'ailleurs proféré des menaces de mort à l'endroit de son collègue Pierre Fortin, alors que tous deux se trouvaient sur les lieux de l'incendie. Il a été mis aux arrêts par la police de Sainte-Foy, qui n'a pas encore déposé d'accusation, préférant pousser plus avant son enquête.

Il n'y avait personne au bar Le Bugs au moment où les flammes se sont déclarées. Une vingtaine de pompiers ont travaillé jusqu'au petit matin. Vingt danseurs se retrouvent au chômage et des milliers de femmes privées du seul bar de danseurs dans la région.

VOTRE SANTÉ N'A PAS DE PRIX!
LE YMCA VOUS PROPOSE UNE OFFRE-SANTÉ AU MEILLEUR PRIX

295 \$ /1 an
CENTRE DE
CONDITIONNEMENT PHYSIQUE
Numéro d'organisme de charité : 0081471-49-06

Faites vite!
L'offre-santé
au meilleur prix
se termine le
31 août 1994

270 \$ /1 an BADMINTON
200 \$ /1 an SQUASH

Le YMCA ne refuse à personne l'accès à ses programmes et services en raison d'une incapacité de payer. Procurez-vous le statut d'adhésif à cet effet.

Informez-vous sur les tarifs avantageux pour deux abonnements combinés.
Au YMCA, vous ne payez jamais de frais initiaux

SALON DU YMCA
24 au 28 août 1994
Activités gratuites
Mercredi 24 août 1994

Évaluation de la condition physique, à partir de 6 critères:
— Capacité aérobie
— Pression artérielle
— Pourcentage adipeux

Flexibilité du tronc
— Poids
— Taux de cholestérol
— Recherche d'emploi
— conférence sur le curriculum vitae 14 h

GALERIES DE LA CAPITALE

Vacances Canadiennes
LESOLEIL

YMCA Vieux-Québec
650, avenue Laurier
Via Métrobus,
Station Marie-Guyart
ou parcours no 11
522-0800

Québec YMCA Édifice Holt
835, boul. René-Lévesque Ouest
Via Métrobus, station Belvédère
527-2518

**YMCA ÉDIFICE HOLT
NOUVELLEMENT RENOVÉ:**
piscine, centre de conditionnement
physique, vestiaires

LES INFORMATIONS GÉNÉRALES

Une «erreur» de la SAAQ touche 20 000 automobilistes

MONTRÉAL (PC) — Une « erreur humaine » a mis près de 20 000 automobilistes dans l'embarras, la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) leur faisant parvenir des avis de non-renouvellement de leur immatriculation alors que l'écrasante majorité d'entre eux avaient payé leur dû.

La SAAQ a posté au début de juillet plus de 19 000 avis de non-paiement à des citoyens dont l'immatriculation de leur véhicule arrivait à échéance le 30 juin et qui n'avaient toujours pas réglé leur compte. Dès le premier avis, 90 % des gens se sont acquittés de

leur facture, a indiqué un agent d'information à la SAAQ, Pierre Fortier.

Toutefois, le même avis suivait un mois plus tard, le 9 août, pour tous les automobilistes retardataires. D'où une immense confusion chez ces milliers de citoyens dont le chèque avait été encaissé depuis plusieurs semaines.

« C'est une erreur humaine qui est à l'origine de tout cela », a dit M. Fortier.

Cette erreur a déjà coûté 7000 \$ à la société d'État, simplement pour les envois postaux, sans compter la gestion des plaintes et le temps perdu au téléphone, a précisé M. Fortier. La SAAQ a été victime des vacances estivales : une nouvelle équipe de fonctionnaires est entrée au travail, répétant une transaction qui avait préalablement été effectuée par d'autres fonctionnaires.

Un jeune «as du volant» mis aux arrêts pour 90 jours

QUÉBEC — Un jeune « as du volant », qui a mis sur les dents un bataillon de policiers allant de la Sûreté du Québec à la police militaire en passant les agents de la Sécurité régionale, a écopé hier de 90 jours de prison pour sa conduite dangereuse de cet hiver.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

Légerement émêché, puisque son taux d'alcoolémie s'élevait à 0,07, Éric Cournoyer, l'employé d'une discothèque de la Grande-Allée âgé de 21 ans, a contraint tous ces agents à puiser dans leurs ressources pour mettre fin à sa course folle, qui a duré près d'une heure d'une rive à l'autre du fleuve. Pourtant, à l'origine, les patrouilleurs ne désiraient l'intercepter qu'à cause d'un phare défectueux.

Point de départ : route du Vallon, vers minuit le 26 janvier, à une vitesse de 160 km/h. Se faufilant tantôt à la droite tantôt à la gauche des véhicules qui le précèdent, Cournoyer prend la direction du pont Pierre-Laporte en empruntant le boulevard Henri-IV.

De l'autre côté, l'attend une au-

tre équipe de la SQ mais c'est vite 1-0 pour le fuyard qui contourne facilement ce premier barrage. Sur l'autoroute 20, il prend ensuite la sortie de Bernières où, par ses manoeuvres, il contraint un autre automobiliste à quitter la chaussée.

Il revient sur la 20, de nouveau en direction du pont, maintenant sa vitesse de croisière entre 140 et 160 km/h. Sur Henri-IV, il peut pousser une pointe jusqu'à pas moins de 182 km/h, selon les policiers qui s'accrochent toujours.

Le conducteur d'une remorque, qui a capté les conversations des policiers sur les ondes, tente de ralentir le jeune as du volant mais c'est peine perdue puisque ce dernier le double par la droite. À la hauteur de la base de Valcartier, c'est au tour des policiers militaires de mettre la main à la pâte.

Eux aussi font chou blanc, Cournoyer leur passant sous le nez à 170 km/h. Tous feux éteints, il poursuit sa course en direction de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier où la Sécurité régionale érige un autre barrage à son intention.

Nouvel échec des forces constabulaires dont la situation s'envenime lorsque, sur la route sinueuse

et glissante où le jeune chauffeur consent à réduire sa vitesse à quelque 125 km/h, une voiture de la SQ quitte la chaussée et heurte un poteau. Direction suivante : Saint-Augustin, où Cournoyer brûle deux feux rouges et une bonne dizaine d'arrêts obligatoires, d'après le décompte policier.

C'est là que les représentants de l'ordre ont recours aux grands moyens, en l'occurrence leurs fusils de calibre .12 qu'ils tiennent bien en évidence à l'approche du fuyard. Les « arguments » lui paraissent sans doute sans réplique, Cournoyer consent enfin à mettre fin à sa course mais refuse d'ouvrir sa portière. On doit en fracasser la vitre, ce qui procure à l'intrepide pilote l'occasion de brandir, dans un geste éloquent, son majeur en l'air...

Hier, le juge Michel Babin a entériné la suggestion de peine de 90 jours que lui faisait le procureur de la Couronne, Me Sabin Ouellet, et, à la demande cette fois de l'avocat de l'accusé, Me Denis Bernier, il a accepté qu'elle soit purgée de façon discontinuée. Le jeune homme de Stoneham ne possédait pas d'antécédents judiciaires si ce n'est... des infractions au Code de la sécurité routière.

Déclarations incriminantes déposées au procès de Vallée

QUÉBEC — « Dès la première relation sexuelle avec JLD (12-13 ans environ) aller jusqu'en 1982, où il a quitté la cie de pêche, nous avons eu des relations sexuelles de toutes sortes... Selon les lieux et les circonstances, tous les actes que j'ai eus avec lui je trouve ça normal... Si je mérite un châtement, qu'on me le donne et qu'on me crisse la paix après, c'est entre moi et lui qu'il s'est passé quelque chose, ça ne regarde pas les autres. »

par FRANÇOIS POULIOT
LE SOLEIL

Ces extraits, ils proviennent d'une confession écrite de René Vallée au policier Benoît Bergeron, le 19 juin 1989. Après un long débat, le juge Pierre Verdon a finalement autorisé hier la Couronne à introduire en preuve les deux déclarations fournies par le prévenu à cette époque.

À l'intérieur de la première (14 juin), qu'il a dans l'ensemble reconnue comme véridique lors du voir-dire, René Vallée admet avoir eu des relations sexuelles à trois reprises avec le jeune homme alors que celui-ci avait entre 12 et 19 ans. Il ajoute qu'une vingtaine de fois il s'est livré à des gestes de masturbation sur l'adolescent en précisant qu'à chacune, ce dernier portait des bas-culottes.

Dans la seconde (19 juin), il n'indique pas à combien d'occasions il a fait acte de chair, mais soutient que le mineur (aujourd'hui âgé de 30 ans) a toujours été consentant. « Quand JLD m'a lâché, je sais qu'il en a beaucoup souffert car il avait confiance en moi, c'est sûrement d'autres qui le conseillaient mal », peut-on lire plus loin.

Ironiquement, a-t-on pu apprendre, s'il n'était pas retourné voir le policier Benoît Bergeron, cinq jours après sa première déposition, Vallée ne serait probablement pas devant les tribunaux aujourd'hui.

« J'avais montré la première déclaration à un procureur à Trois-Rivières. Il a refusé de prendre la plainte, pour moi le dossier était fermé. Mais Vallée m'a télé-

phoné le matin du 19 et il voulait absolument me rencontrer pour libérer sa conscience », a raconté le policier au juge Verdon.

C'est au cours de cette rencontre, en présence de son épouse, que l'accusé aurait fourni le plus d'aveux.

La Couronne ayant déclaré sa preuve close, la défense a ouvert la sienne en fin d'après-midi avec les témoignages des deux neveux de René Vallée.

Le procès reprend vendredi avec la fin de la preuve et les plaidoiries.

Il touchait les chèques de son ex: 16 mois

QUÉBEC — L'individu qui se faisait un devoir de « percevoir » les chèques d'aide sociale et d'allocations familiales que recevait son ex-conjointe a été condamné hier à 16 mois de prison.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

Tous les 1er et 20 du mois, Jean-François Picard, âgé de 27 ans, visitait la mère de deux enfants de trois ans et 19 mois pour réclamer son « dû ». Il a admis sa culpabilité hier et le juge Mark Dubé a entériné la suggestion commune de peine que lui faisaient la procureure de la Couronne, Me Hélène Bouillon, et l'avocat de l'accusé, Me Richard Grenier.

Sa peine est assortie d'une période de probation de deux ans au cours de laquelle Picard ne pourra communiquer ni avec la victime ni avec la mère

de celle-ci. Il lui sera en outre interdit de posséder toute arme à feu.

Depuis son arrestation, en juin, Picard se trouvait en détention préventive. Lors de l'enquête sur cautionnement, la victime avait relaté les mauvais traitements que son ex-conjoint lui faisait subir depuis un certain temps. « Je pensais que c'était normal qu'il me batte, avait-elle dit, mais pas devant les enfants... »

Quand la jeune femme se montrait réticente à remettre les chèques à Picard, il la menaçait de lui faire perdre ses enfants ou encore de « l'enterrer ». Il la forçait également à avoir des relations sexuelles avec lui.

Parmi une série d'antécédents judiciaires de conduite avec facultés affaiblies, de méfait, de recel et de possession de stupéfiants, Picard a été condamné, l'an dernier, pour voies de fait sur la même victime.



Deux bambins assassinés

Une femme de 36 ans, Ingrid Mathison, d'Etobicoke en Ontario, qui a tenté de s'enlever la vie dans cette voiture incendiée, est accusée du meurtre de ses deux jeunes enfants de deux et quatre ans. En fouillant la carcasse de la voiture de laquelle Mathison a été retirée vivante, les policiers ont retrouvé un reçu qui les a menés dans une chambre d'un motel où ils ont découvert les corps des petits John et William. Les deux enfants, retrouvés partiellement recouverts dans deux lits, avaient été battus et frappés avec un objet contondant.

L E T R E N T E E T U N®



À PORTER EN SUPERPOSITION

LES CHEMISES FLANELLE TARTAN

29.⁹⁵

TOUTS LES CLANS SONT REUNIS AU 31 CET AUTOMNE! VOYEZ NOS CHEMISES FLANELLE PUR COTON A CARREAUX, COL BOUTONNE AVEC INTERIEUR EN CHAMBRAI, COUTURES DOUBLES. CHOISISSEZ VOTRE CLAN EN COLORIS DOMINANTS DE ROUGE, MARINE OU ECRUI. PORTEE ICI SUR TEE-SHIRT MANCHES LONGUES 38.00, JEAN EXCLUSIF 39.95

la maison

simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

LA QUOTIDIENNE

tirage du 23-08-94

7-1-1

5-8-1-2

BANCO

tirage du 23-08-94

2-5-10-13-19-21-23-25-27-33

35-39-41-42-44-46-50-57-58-70



Un des trois touristes adultes qui ont comparu hier au palais de justice de Chicoutimi.

Les cinq Français accusés de viol restent en prison jusqu'à vendredi

CHICOUTIMI — Cinq touristes français ont comparu, hier, au palais de justice de Chicoutimi, en relation avec l'agression sexuelle d'une jeune fille d'âge mineur de Chicoutimi.

par SERGE LEMELIN
Le Quotidien

Olivier Calvosa, 26 ans, et son frère Gaétan Calvosa, 19 ans, tous deux domiciliés à Brindas, et Loïc Dupuis, 19 ans, domicilié à Sainte-Foy-des-Lions, dans la région de Lyon, ont brièvement comparu, hier après-midi, devant le juge Jean-Paul Aubin de la Chambre criminelle de la Cour du Québec.

Les trois adultes ont choisi un procès devant juge et jurés et leur enquête préliminaire a été fixée à vendredi.

Si ce choix de procès est maintenu par les accusés, ce ne sera qu'au terme des assises criminelles du 7 novembre prochain que l'on pourra fixer une date formelle.

Les trois sont accusés conjointement, avec les deux mineurs qui accompagnaient le groupe. Ces deux autres individus ont été référés à la Chambre jeunesse de la Cour du Québec et bénéficient ainsi de l'anonymat en raison des dispositions de la Loi sur les jeunes contrevenants qui empêche quiconque de révéler leur identité.

Le plus âgé des accusés, Olivier Calvosa, est un enseignant. Les deux autres adultes, Gaétan Calvosa et Loïc Dupuis, sont étudiants en médecine. Les deux

mineurs sont encore étudiants.

Tous sont de la région de Lyon, dans le sud de la France.

Accusations

Les cinq touristes étaient représentés par le même avocat québécois, M. Roland Roy, qui a demandé à reporter à vendredi leur enquête pour remise en liberté en attendant la poursuite des procédures judiciaires.

Le substitut du procureur général, Me Paul Roy, celui qui a porté les accusations sur la base de l'enquête policière, s'est objecté formellement à la remise en liberté des cinq présumés agresseurs, n'ayant pas eu hier toutes les garanties suffisantes pour qu'ils comparaisent à la date de leur procès.

Les autorités françaises ont été averties des accusations qui pèsent contre leurs ressortissants.

Chaque individu est accusé conjointement sous les deux mêmes chefs, soit d'avoir agressé sexuellement une jeune fille de 17 ans et avoir eu des relations anales avec elle au cours de la nuit du 3 août.

Les cinq individus auraient tout nié.

Foule

Une centaine de citoyens et une dizaine de journalistes s'étaient massés dans la petite salle de la Cour du Québec dans le but

de voir comparaître les trois adultes. Seules quelques personnes se sont présentées à la Chambre jeunesse pour voir les deux autres.

Un procès qui se déroulait depuis la veille a été interrompu pour que le substitut du procureur général fasse comparaître les accusés dans les 24 heures de leur arrestation survenue la veille sur un terrain de camping de Chutes Fraser à Rivière-Malbaie.

Les trois adultes ont été amenés par les agents de détention

et leur avocat a dispensé le juge de lire à haute voix les deux accusations.

À l'appel de leur nom, chacun s'est identifié par un bref « oui ».

Ils portaient les mêmes vêtements sport que ceux qu'ils revêtaient lors de leur arrestation la veille. Tous trois ont les cheveux foncés et la peau bronzée.

Quelques instants après leur comparution, ils ont été renvoyés en détention préventive et ont été incarcérés à la prison provinciale de Chicoutimi.

La présumée victime violée collectivement

CHICOUTIMI — La jeune fille âgée de 17 ans qui a été présumée agressée sexuellement par les cinq Français aurait été molestée au cours d'événements survenus pendant la nuit de mardi à mercredi dernier. Mais ce n'est que vendredi alors qu'elle s'est confiée à des proches. Ils lui ont conseillé de ne pas laisser filer les présumés agresseurs.

Selon des informations que le Quotidien a obtenues auprès des sources policières, la jeune fille faisait partie d'un groupe d'amis qui s'est amusé au centre-ville de

Chicoutimi. Au cours de la soirée, elle et ses amis auraient fait connaissance avec les touristes dans un bar du centre-ville et tout se serait très bien déroulé.

À la fin de la soirée, elle se serait sentie en confiance et aurait accepté d'être reconduite chez elle par eux. Chemin faisant, le conducteur aurait stoppé la fourgonnette près du boulevard Talbot, derrière le magasin de meubles Tanguay.

La présumée victime aurait été violée collectivement. Trois des suspects l'auraient agressée à tour de rôle et sodomisée sauvagement pendant qu'elle était retenue par l'un des agresseurs qui l'empêchait de crier avec sa main.

De plus en plus de jeunes portent une arme à l'école

MONTREAL (PC) — Les crimes de violence et l'utilisation d'armes sont une réalité dans de nombreuses écoles au Canada et surtout dans les villes de plus de 500 000 habitants, révèle une étude rendue publique, hier, par le Solliciteur général du Canada, Herb Gray.

M. Gray rendait publique hier l'étude en question menée par Mme Sandra-Gail Walker à la demande de la division des politiques et de la recherche en matière de police du bureau du Solliciteur général du Canada, devant les congressistes de l'Association canadienne des chefs de police.

Les données de l'étude ont été recueillies auprès de directeurs d'école et d'enseignants, de policiers et de fonctionnaires des douanes et aucun jeune n'a contribué à la recherche.

L'étude met en lumière que, de façon générale, peu d'armes à feu sont retrouvées dans les écoles, soit une ou deux fois par année.

Toutefois, dans certaines écoles de Montréal et Toronto, des armes à feu sont découvertes tous les mois, dont des imitations et des copies d'armes à feu.

Il appert que les armes privilégiées par le plus grand nombre sont des couteaux. Ceux-ci sont fabriqués surtout à la maison, dans les ateliers de menuiserie de l'école ou en classe de sciences.

Selon les participants à la recherche, les jeunes portent des armes et les utilisent non seulement pour commettre des actes de violence lors de conflits entre groupes ethniques, notamment, mais aussi pour se protéger contre des actes d'agression, pour gagner du prestige, obtenir l'approbation des autres jeunes ou pour intimider d'autres élèves.

D'après un grand nombre de personnes interviewées, l'utilisation d'armes dans les écoles a augmenté depuis cinq ans. C'est à Montréal, Toronto, Guelph et Vancouver que les participants ont signalé la fréquence la plus élevée d'utilisation.

Les observateurs signalent que les élèves ayant des armes sont plus jeunes qu'avant et que, par ailleurs, l'extorsion est un phénomène courant dans certaines écoles.

Selon les autorités scolaires, l'utilisation d'armes à l'école a surtout causé des torts psychologiques plutôt que physiques. Les victimes se trouvent majoritairement du côté des élèves plutôt que des enseignants.

Moins de crimes au pays

Par ailleurs, selon le Centre canadien de la statistique juridique, une division de Statistique Canada, le nombre de crimes au pays a diminué de 5 % en 1993, ce qui représente la deuxième baisse depuis deux ans et le recul le plus important depuis 1962, rapporte-t-on.

Cette baisse est attribuable à une diminution de 6 % du taux de crimes contre les biens qui est revenu à son niveau d'il y a dix ans.

Le taux de criminalité s'établit actuellement à 9516 pour 100 000 habitants, soit une hausse de 13 % comparativement à 10 ans plus tôt.

Il a baissé de 8,4 % au Québec, de 10 % à Terre-Neuve et en Alberta, et de 9 % en Nouvelle-Écosse. Il a augmenté de 7 % au Yukon, de 4 % au Manitoba et de 2 % au Nouveau-Brunswick.

À l'échelle nationale, le taux de crimes de violence est demeuré pratiquement stable en 1993 (0,2 %) après une croissance régulière de 87 % au cours des 15 dernières années.

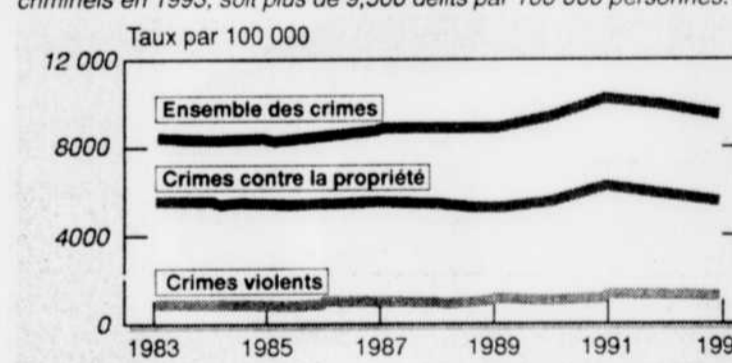
Cependant, il a grimpé de 10 % au Manitoba et au Nouveau-Brunswick, principalement en raison d'une hausse du nombre de cas de voies de fait simples.

Le nombre d'homicides a diminué de 6 % au Québec. Il y avait 159 meurtres en 1993 contre 166 un an plus tôt, soit le recul le plus important au Québec depuis 22 ans.

Même si le taux de crimes violents a décliné de 6 % à Montréal, la métropole vient en tête des villes canadiennes pour ce qui est du plus grand nombre d'homicides rapportés.

Les crimes au Canada

Les services de police canadiens ont répertorié 3,04 millions d'actes criminels en 1993, soit plus de 9,500 délits par 100 000 personnes.



Source: Statistiques Canada

CP / LE SOLEIL

La sécurité du pape à Sarajevo: un vrai casse-tête

SARAJEVO (d'après AFP) — La visite annoncée du pape à Sarajevo pose un véritable casse-tête à ceux chargés de sa protection qui avouent que tous leurs efforts ne le mettront jamais totalement à l'abri. La crainte d'un carnage les hante déjà.

La plus grande partie du travail va revenir à la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), même si Jean Paul II visite la capitale d'un État souverain, expliquent les responsables du secteur de Sarajevo.

Les casques bleus, notamment français, contrôlent en effet l'aéroport où il doit atterrir le 8 septembre au matin. Ils ont également les moyens de l'escorter dans ses déplacements dans la ville assiégée jusqu'au moment de son départ, en soirée.

L'état-major de la FORPRONU a déjà eu quatre réunions de travail sur les grandes étapes de cette visite telles qu'elles lui ont été présentées par l'envoyé du pape, Mgr Francesco Montarisi, le 8 août.

Le gouvernement bosniaque, qui est l'hôte de cette visite, a été étroitement associé à ces réunions, a indiqué un officier de la FORPRONU, parlant sous le couvert de l'anonymat.

Les Serbes de Bosnie, qui ont déconseillé au pape de venir par crainte, disent-ils, d'une provocation musulmane, sont tenus au courant de façon informelle, a-t-il ajouté.

« Il y a beaucoup de gens qui peuvent avoir intérêt à prendre le pape pour cible », explique un expert étranger qui conseille l'état-major croato-bosniaque installé à Sarajevo. Selon lui, leurs motivations religieuses ou politiques pourraient être bien sûr liées au conflit dans l'ex-Yugoslavie.

Contrat sur le pape

Mais il évoque aussi une inquiétude, que partagent d'ailleurs les officiers de la FORPRONU: celle d'un « contrat » sur le pape, payé par un pays ou un groupe terroriste profitant du chaos qui règne en Bosnie.

Face à ces menaces, toute assurance donnée par les responsables bosniaques, serbes ou croates est sans valeur aux yeux



Au centre olympique de Zetra comme plus tard à la Cathédrale du Sacré-Coeur-de-Jésus, où le pape dira la messe, la foule à l'entrée et à la sortie sera une cible de choix pour les terroristes.

des experts. « Personne en haut de la hiérarchie ne va dire: tuez le pape. Ce que l'on doit craindre ce sont les extrémistes », explique le conseiller étranger.

Les officiers de la FORPRONU ont divisé la visite du pape en trois « séquences »: l'atterrissage à l'aéroport de Sarajevo et les deux messes qu'il doit célébrer.

« Nulle part les choses ne se présentent très bien », constate un officier de la FORPRONU. Ainsi, en dépit de tous les moyens de sécurité imaginables, l'atterrissage et le décollage de Sarajevo sont très risqués.

Avion vulnérable

Ce sont des pilotes français, parfaitement rodés aux procédures particulières d'approche de la piste, qui devraient assurer cette partie du voyage, soit aux commandes du Boeing 727 blanc du pape soit à bord d'un Transall.

L'avion sera vulnérable, à l'atterrissage et au décollage, aux armes disséminées autour de la piste et sur lesquelles la FORPRONU n'a pas de contrôle. Cela va des armes légères jusqu'aux missiles SAM-7 en passant par des canons anti-aériens.

La présence d'avions de l'OTAN n'aurait aucune valeur dissuasive, explique-t-on à la FORPRONU, qui pourrait faire appel à des unités d'élite comme les Commandos de l'air ou les Commandos d'action et de recherche en profondeur (CRAP) français pour tenter de repérer d'éventuels tireurs.

Le parcours entre l'aéroport et

la vieille ville, d'environ 12 km, présente moins de danger pour le Saint-Père, qui circulera dans la Papamobile dont les vitres résistent à des balles de 12,7 mm.

En revanche, les deux principaux arrêts dans la ville martyre présentent un risque, non seulement pour lui, mais aussi pour ceux qui viendront le voir, que ce soit les 5000 catholiques croates de Sarajevo ou les simples curieux.

Il doit d'abord dire une messe dans le centre olympique de Zetra. Le stade de 40 000 places en plein air a été écarté ainsi que la patinoire, en trop mauvais état. Il reste l'anneau de vitesse et ses gradins aux 5000 places.

Là, comme plus tard à la Cathédrale du Sacré-Coeur-de-Jésus, la foule à l'entrée et à la sortie sera une cible de choix, explique un officier de la FORPRONU.

Et une salve de mortiers tirée de la ligne de démarcation, à moins de 400 mètres, pourrait alors transformer la visite du pape en un sanglant carnage sans que jamais le coupable, protégé par l'enchevêtrement des positions, ne puisse être formellement désigné.



Le Parti québécois garantira des prêts aux jeunes entrepreneurs

SAINT-DAMIEN — Le Parti québécois a annoncé hier un plan de démarrage des nouvelles entreprises basé sur des garanties de prêt jusqu'à concurrence de 300 millions \$. Destiné aux jeunes qui terminent des études et veulent se lancer en affaires, un volet du plan permettra également de rembourser en partie les prêts contractés en vertu du régime de prêts et bourses.

par GILLES BOVIN
LE SOLEIL

En tournée hier dans la région Chaudière-Appalaches, le chef du PQ, Jacques Parizeau, se faisait fort de susciter la création de quelque 30 000 emplois et d'une dizaine de milliers de projets d'investissement à un coût « presque nul » pour le Trésor public. Les fonds seraient avancés par les institutions financières et garantis par le gouvernement du Québec pendant trois ans.

Essentiellement, ce plan d'une durée de deux ans, permettrait d'avancer jusqu'à 50 000 \$ par entreprise dans le secteur manufacturier et de pointe et 25 000 \$ par entreprise dans les autres secteurs. Les institutions financières qui accepteraient de participer au

programme devront consentir un congé d'intérêt pendant trois ans contre la garantie gouvernementale. La nouvelle entreprise jouirait ainsi d'un congé de remise de capital et d'intérêt pendant cette période.

Le chef péquiste, qui était accompagné du vice-président du parti, Bernard Landry, et du député André Boisclair, soutient que les quatre institutions financières consultées (trois banques et le Mouvement Desjardins) ont été « séduites par les principes du projet ». Les « modalités » de sa mise en application devront cependant être négociées avec les institutions financières, après l'élection d'un gouvernement péquiste.

Résolument optimiste, M. Landry prévoit qu'avec l'effet de le-

vier, ce plan pourrait générer un investissement total de 1 milliard \$. Quant au coût pour le gouvernement, Bernard Landry calcule même qu'il pourrait être négatif. Il en veut pour exemple le plan de relance Biron 1 et 2, en 1983 et 1984, qui a généré un investissement global de 1,3 milliard \$ à partir du même principe de garanties de prêts. Les mauvaises créances avaient coûté quelque 85 millions \$ au Trésor.

Les ténors péquistes misent notamment sur le fait que ce sont les institutions financières qui seront chargées de l'évaluation du risque et du suivi des investissements garantis, réduisant d'autant les risques de paperasserie et de retards dus à la machine bureaucratique. M. Landry dit avoir obtenu l'assurance des institutions financières contactées que le taux de réussite de ces nouvelles entreprises atteindrait 90 %. Ce taux surprend lorsque l'on sait que la plupart des PME échouent dans les cinq premières années.

Le chef péquiste se réjouit particulièrement du volet de son plan

d'action destiné aux jeunes diplômés des collèges et universités qui décident de se lancer en affaires. Un gouvernement péquiste appliquerait au remboursement de leurs prêts étudiants l'équivalent de 5 % de la masse salariale de la nouvelle entreprise créée. Chaque entreprise devra générer au moins trois emplois.

Les « apprentis banquiers »

MM. Parizeau et Landry ont par ailleurs clairement indiqué qu'un gouvernement péquiste réviserait sérieusement l'orientation de la Société de développement industriel (SDI). Dénonçant le rôle « d'apprenti banquier » que le gouvernement libéral s'est attribué par le biais de cet organisme, M. Landry a indiqué que le rôle de la SDI serait « recentré vers la PME ».

Cette société d'État devrait elle aussi orienter son action vers la formule retenue pour le plan de démarrage, c'est-à-dire la garantie de prêts gérés par les institutions financières. « Les prêts participatifs vont disparaître peu à peu », prévoit M. Landry.



Spécial du chef, hier, à Montmagny. La petite entreprise Culsichet au Menu, a servi son pâté à la viande au leader péquiste Jacques Parizeau.

Les PME en ont soupé, des subventions

QUÉBEC — Pour alimenter la croissance économique, les petites entreprises québécoises ne veulent ni subvention ni programme de création d'emplois. Aux politiciens en campagne électorale qui rivalisent de promesses de ce genre, elles disent même : n'en jetez plus, la cour est pleine !

par HÉLÈNE BARIL
LE SOLEIL

Selon un sondage mené par la section québécoise de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante auprès de 1465 de ses 17 000 membres, les subventions aux entreprises arrivent au 10e et dernier rang dans la liste de moyens que proposent les PME pour favoriser l'emploi.

Les programmes gouvernementaux et les fonds de capital de risque qui se sont multipliés au cours des dernières années ne sont guère plus appréciés par les membres de la fédération.

La réduction du fardeau fiscal s'avère la priorité absolue des PME. Près de 80 % des répondants voudraient une baisse des taxes à la consommation et plus de 50 % réclament une réduction des taxes payées par les entreprises.

Selon le vice-président de la FCEI au Québec, M. Pierre Cléroux, le fait que seulement 10 % des entreprises considèrent les subventions comme un outil de relance est significatif du changement de mentalité qui s'est opéré chez les gens d'affaires. Pourtant, les politiciens des deux partis continuent « d'asperger généreusement » les entreprises, note-t-il.

Jusqu'à maintenant, M. Cléroux n'a pas été impressionné par les engagements pris par les deux principaux partis pour favoriser la création d'emplois. La fédération, par exemple, est contre l'utilisation de la taxe sur la masse salariale pour financer des programmes de création d'emplois, comme le propose le Parti québécois.

Ces programmes bénéficient surtout aux grandes entreprises qui investiraient de toute façon dans la formation, estime M. Cléroux. Les membres de la fédération voudraient une réduction des taxes sur la masse salariale qui représentent maintenant plus de 73 % du fardeau fiscal total des entreprises, comparativement à 65,6 % en 1989.

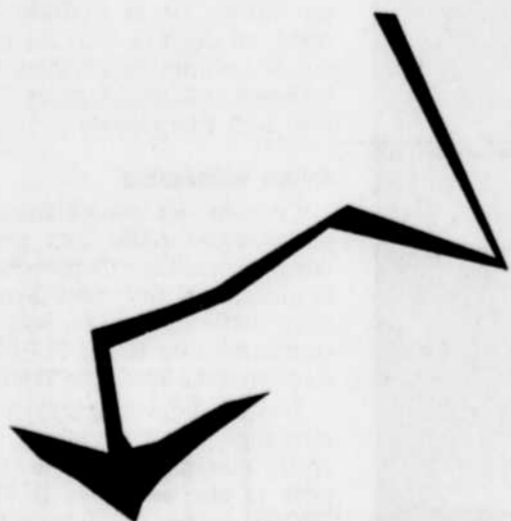
Aucun des deux partis ne veut s'engager à réduire les taxes sur la masse salariale. Les libéraux, pour leur part, proposent de mettre des capitaux à la disposition des entreprises, par le Fonds de développement technologique et autres comme Innovatech Montréal et Québec-Chaudières-Appalaches.

La proposition libérale ne plait pas davantage, si on se fie aux résultats du sondage. Selon M. Cléroux, les bons projets d'investissements trouvent toujours du financement et la multiplication de ces fonds de capital de risque ne fera pas augmenter le nombre de projets viables.

Le regroupement de PME a l'intention de rester neutre pendant la campagne électorale, mais son président se réserve la possibilité d'intervenir à l'occasion.

Cinq
égales
Six!

JUSQU'AU 10 SEPTEMBRE, À L'ACHAT DE 6 ARTICLES À LA FOIS AU RAYON DES VÊTEMENTS POUR ENFANTS, LE MOINS CHER DE CES ARTICLES EST GRATUIT.



EATON

argent remis si la marchandise ne satisfait pas

Liste d'achats pour la rentrée

- Col roulé pour filles ou garçons. Tailles : P., M., G., 7 à 14. **7⁹⁹** 4 à 6X. **6⁹⁹**
- Paquet de 3 sous-vêtements Fruit of the Loom pour filles ou garçons. Tailles : 2 à 6X. **5⁹⁹** 7 à 16. **6⁹⁹**
- Paquet de 3 paires de chaussettes pour garçons ou filles. **4⁹⁹**
- Jean Levi's «Griffe rouge» pour garçons. Tailles : 7 à 16. **31⁹⁹**
- Hauts ou pantalons molletonnés pour garçons. Tailles : 7 à 16. **9⁹⁹**
- Jambières pour filles. Tailles : P., M., G. **9⁹⁹**
- Gilet à motif tapisserie pour filles. **16⁹⁹**
- Maillot pour filles. **16⁹⁹**
- Robe-chasuble en velours côtelé ou denim pour filles. **17⁹⁹**
- Chemise à quadrillé pour garçons. Tailles : P., M., G., F. **19⁹⁹**
- Haut ou pantalon molletonné pour garçons, avec logo d'équipe sportive. Tailles : 7 à 16. **16⁹⁹**



L'horoscope du PM

L'horoscope du Capricorne, signe astrologique du premier ministre Johnson, né le 24 décembre, se lisait comme suit dans *La Presse* d'hier : « Au travail, vous devrez être entêté pour obtenir ce que vous désirez, car rien ne viendra aisément ».

Michel DAVID



Ça tombait bien. Le midi, M. Johnson reprenait le collier devant la Chambre de commerce des Moulins, à Terrebonne, sans être tout à fait remis de sa laryngite. Manifestement, les prochaines heures s'annonçaient assez éprouvantes pour la gorge. Surtout, il n'y avait toujours aucun miracle à l'horizon.

Sans vouloir lui porter malheur, il commence à être temps de s'interroger sur ce qui va lui advenir après le 12 septembre. Bien entendu, il va se battre jusqu'à la fin soi-disant pour gagner, mais il a trop d'expérience pour ne pas envisager l'hypothèse d'une défaite et tenter de se ménager une autre chance.

Honnêtement, on ne peut pas dire qu'il a eu la vie tellement difficile depuis son entrée en politique. Il y a bien eu l'échec de 1983, sans doute un peu douloureux pour l'ego, mais ça ne lui a pas vraiment nui. Il lui a suffi d'être patient pour qu'on lui offre le poste de chef sur un plateau d'argent. Il devra maintenant se battre pour le conserver.

Une tradition cruelle

Depuis une trentaine d'années, la défaite a toujours été cruelle pour les chefs libéraux. Lesage, Bourassa, Ryan, aucun n'y a survécu. C'est vrai qu'il y a eu une résurrection, mais encore fallait-il mourir avant.

Heureusement pour M. Johnson, le contexte est bien différent. En 1966, 1976 et 1981, tout le monde s'attendait à une victoire libérale qui n'était pas au rendez-vous. Dans ce temps-là, le chef est certain d'écopier. Contrairement à Lesage et Ryan, Bourassa a eu l'intelligence de ne pas essayer de s'accrocher, sans quoi il n'aurait jamais pu revenir.

Cette fois-ci, personne n'a jamais cru sérieusement à une victoire libérale. Si jamais ça se produisait, M. Johnson serait presque déifié, mais tant que la défaite sera honorable, il ne devrait pas avoir trop de problème à se maintenir au moins jusqu'au référendum. Surtout que la succession est loin d'être évidente.

Cela suppose qu'il veuille rester, mais je ne crois pas qu'il lâche aussi facilement que Pierre Marc. Il a démontré depuis le début de la campagne une détermination qui en a surpris plus d'un. Ce gars-là ne craint pas la bagarre.

Après les démissions en chaîne et les grognements qui ont marqué son avènement, ses opposants sont restés remarquablement silencieux depuis le début de l'été. Sauf Mario Bertrand, qui a d'autres raisons de lui en vouloir.

Évidemment, c'est risqué de poignarder le chef au beau milieu d'une campagne électorale. Il n'y a qu'un Jean Chrétien pour faire ça. Au PLQ, ça ne se fait pas. En 1981, on a attendu la fin de la campagne pour « faire la job » à Claude Ryan, mais on l'a bien faite.

Une bonne performance

J'ai aussi l'impression que bien des libéraux sont agréablement surpris de la performance de M. Johnson. Sans le crier sur les toits, plusieurs étaient très sceptiques. Lise Bacon lui a bien envoyé une ou deux petites pointes au début, mais ça s'est vite arrêté. Même Marc-Yvan Côté a réussi à en dire un peu de bien.

Sans être emballé par son discours sur l'emploi, je dois reconnaître qu'il mène une assez bonne campagne, pas très excitante, mais bien plus efficace que celle de M. Parizeau, dont la performance s'avère décevante comparée à celle de 1989. M. Johnson n'a peut-être pas beaucoup de flair politique, mais l'autre en a encore moins.

Il me semble aussi que le vocabulaire du premier ministre devient un peu moins technocratique. C'est simple, souvent même simpliste, mais c'est clair. On n'en fera jamais un modèle de relations publiques, mais son image s'est tout de même améliorée. Là encore, la comparaison entre les deux chefs le sert bien.

À moins que l'un ou l'autre dérape complètement, il serait très étonnant que le débat télévisé ait une influence déterminante sur le résultat final. En revanche, une victoire de M. Johnson serait certainement bénéfique à son leadership.

Le plus important demeure toutefois le nombre de comtés que le PLQ réussira à sauver. Entre 40 et 45, M. Johnson ne devrait pas voir trop de problèmes. Surtout que les meilleurs comtés sont tenus par des fidèles. En bas de 40, ça pourrait vite devenir plus inconfortable.

Chose certaine, les astres ne se trompent pas : il devra se montrer très entêté pour arriver au but. C'est long, très long, la vie comme chef de l'opposition. Et ça ne finit pas toujours bien.

Le PLQ n'a jamais voulu tenir un référendum

Parizeau a été bien naïf de croire au virage indépendantiste, dit Johnson



Suzanne Marcil avait son mari à l'oeil hier. Le chef libéral Daniel Johnson se remettait d'une laryngite qu'il a laissée sans voix ces deux derniers jours.

«Le soutien fiscal plutôt que la ponction fiscale»

TERREBONNE — Selon le chef du Parti libéral du Québec Daniel Johnson, le Parti québécois veut uniformiser le Québec et il donne l'exemple de l'accréditation multipatronale pour les entreprises.

Devant la Chambre de Commerce de Terrebonne, le chef libéral a opposé son programme économique et celui des péquistes et souligné que le PQ favorise l'accréditation multipatronale.

« Toutes les entreprises dans un même secteur d'activité seraient accréditées avec la même centrale qu'elles soient grandes ou petites à la grandeur du Québec. Elles devraient faire face à un front commun de même nature. Allez donc voir le réalisme de mettre tout le monde dans le même bain, le même panier,

que l'entreprise ait 15, 150 ou 15.000 employés. »

Poursuivant sa lancée, le premier ministre a soutenu que le PQ propose un régime fondé sur « le dirigisme, le contrôle, les règlements, l'uniformisation du Québec et des Québécois dans une vision théorique du Québec. C'est un parti qui cherche une seule chose : rapprocher le Québec du statut d'État séparé ».

Devant cet auditoire de gens d'affaires, il a repris longuement son programme économique et conclut que « nous cherchons le soutien fiscal plu-

tôt que la ponction fiscale, c'est le jour et la nuit ». La voix

Les journalistes n'avaient pas vu le leader du PLQ depuis samedi car M. Johnson a été obligé de prendre un congé pour soigner une laryngite. Hier, il avait repris ses intonations, mais il avoue qu'il doit encore faire attention.

Son épouse Suzanne Marcil surveillait du coin de l'oeil le point de presse avec les médias et l'a pris par le bras à la toute fin, affirmant « je m'en occupe ».

Quant à lui, il a fait allusion à ce pépin dès le début de son discours. « Il y a deux choses qui me laissent sans voix : un microbe et le programme du Parti québécois. Mais il y en a un des deux qui se guérit. »

TERREBONNE — Daniel Johnson a confirmé hier que le gouvernement Bourassa n'a jamais eu l'intention de tenir un référendum sur la souveraineté. Selon le chef libéral, Jacques Parizeau a été bien naïf de croire au virage indépendantiste du PLQ après l'échec de Meech.

textes de DONALD CHARETTE LE SOLEIL

Le premier ministre sortant a tracé une ligne très nette, hier, à trois semaines des élections générales entre l'option du PLQ et celle du PQ, évacuant du même coup le flirt nationaliste de son prédécesseur Robert Bourassa.

« Il y a un parti pour qui le fédéralisme et le Canada étaient le premier choix en 1990, en 1991 et en 1992, et c'est le Parti libéral, a déclaré M. Johnson. Cela l'est encore en 1994. Comment Jacques Parizeau a-t-il pu croire que le Parti libéral était devenu indépendantiste ou séparatiste ? »

Après l'échec de l'Entente de lac Meech, le Parti libéral avait adopté le rapport Allaire et fait voter la loi 150 qui prévoyait qu'au plus tard le 26 octobre 1992, le Québec tiendrait un référendum sur la souveraineté du Québec.

Par ses propos, M. Johnson semble confirmer que toute cette opération n'aura été qu'un bluff, accreditant ainsi la thèse de Jean-François Lisée dans *Le Tricheur*.

Distances

À deux reprises précédemment, le chef libéral a pris ses distances avec le gouvernement Bourassa, une fois sur les hausses d'impôt du budget Levesque, et une autre fois quand il a critiqué le boycott des conférences fédérales-provinciales par son gouvernement (« les absents ont souvent tort »).

Au chapitre constitutionnel, M. Johnson rappelle qu'avec lui, il n'y aura pas de référendum sur la souveraineté et que le Québec va rechercher « la plus grande autonomie dans toutes les activités où nous sommes et devons être ».

Quant à la clause de la société distincte, « c'est ce que nous avons toujours soutenu et il n'y a aucune césure. La protection de la langue, de l'éducation et de la culture seront toujours dans les premières loges. Je n'ai jamais dérogé de cette ligne ».

Fi au Sondagem

M. Johnson fait fi en fait d'un sondage Sondagem qui faisait ressortir que près de la moitié des Québécois souhaitent que des discussions de nature constitutionnelle reprennent après les élections.

Le chef du PLQ croit plutôt au cas par cas dans ce dossier et il donne un exemple : en décembre dernier, Ottawa souhaitait uniformiser les commissions de valeur mobilières du Canada, mais il s'y est opposé fermement. « Nous ne voulons pas d'interminables discussions constitutionnelles, mais plutôt de courts textes qui représentent l'évolution du régime » de commenter M. Johnson.

L'AGENDA

Voici quelques-unes des activités prévues au calendrier des partis politiques aujourd'hui:

(PC) — Le premier ministre et chef du Parti libéral du Québec, Daniel Johnson, poursuit sa campagne électorale en Estrie aujourd'hui. Il se rendra d'abord à Sherbrooke avant d'aller dans la petite ville d'Upton.

Le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, continue quant à lui sa campagne dans le nord de la métropole. Il visitera un centre d'hébergement pour personnes âgées dans la circonscription de Cremazie et une usine dans celle d'Anjou.

Le chef d'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, fera le tour des circonscriptions de Kamouraska-Témiscouata et de Rivière-du-Loup.

En Bref

Un parti de « faiseurs »

— Le député libéral de Bertrand, Robert Thérien, a décrit hier son parti comme un parti de « faiseurs ». M. Thérien, qui recevait le premier ministre Daniel Johnson sur un terrain de pratique de golf a affirmé en effet « qu'il y a deux sortes de politiciens, les parleurs et les faiseurs. Le PQ est un parti de parleurs, nous, les libéraux, nous sommes des faiseurs ». M. Thérien en a lancé quelques autres de même nature. Au début de son allocution, il a mentionné qu'il était « très excité de vous le montrer » en parlant du premier ministre. M. Thérien a parlé longuement après une discussion non moins longue du ministre des Transports, Normand Cherry, si bien que le premier ministre, qui soigne sa gorge, est demeuré un bon moment à l'extérieur, en plein vent, au début d'une soirée plus que fraîche.

Casino à L'Islet ?

MONTMAGNY — « Pour l'amour du Saint-Ciel, n'accrochez pas tous vos espoirs à un casino ! » a lancé hier le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, à l'endroit des promoteurs d'un casino à L'Islet. Interrogé sur les ondes de la radio locale de Montmagny, M. Parizeau s'est montré peu enclin à favoriser l'ouverture de nouveaux casinos au Québec. « Je ne pense pas que la porte d'avenir pour les régions, ce soit les casinos », estime le chef péquiste qui invite plutôt la région à se doter « d'autres instruments » pour assurer son développement.

Défense de voler la vedette

SAINT-DAMIEN (PC) — Pour la seconde journée de suite, Jacques Parizeau a vertement rabroué, en conférence de presse, un journaliste de la presse étrangère qui l'interrogeait sur la souveraineté du Québec. Il y a deux jours, au terme d'une conférence de presse sur la formation de la main-d'oeuvre, une journaliste de la télévision néerlandaise demandait à M. Parizeau quel était le premier geste qu'il comptait poser une fois élu pour atteindre son objectif de souveraineté. « Madame, lisez le programme ! » avait sèchement lancé le chef péquiste. Et hier, c'est un journaliste du Washington Post, qui, à la clôture d'une rencontre de presse sur le plan de démarrage des entreprises, y allait de questions assez bien senties sur la souveraineté. « Je n'aime pas particulièrement que quelqu'un, habituellement en anglais, essaie de créer un 'side show' à la fin de chaque conférence de presse », s'est exclamé M. Parizeau.

MORCEAUX CHOISIS

Quelques propos et commentaires tenus hier: Il y a deux choses qui me laissent sans voix : un microbe et le programme du Parti québécois. Mais il y en a un des deux qui se guérit.

Daniel Johnson

Le gouvernement ne s'improvisera pas gérant de banque. Ils (les libéraux) se sont pris pour des banquiers et ils ont perdu un milliard \$.

Jacques Parizeau

On s'occupe de plastique, pas de politique.

Julien Métivier, président de IPL, visité par Jacques Parizeau

Semaine du bébé



Domani IM 61 / RN IM 61 / DL

Spécial 144⁹⁹

Le modèle illustré peut être différent des modèles annoncés

5 \$ de rabais

en présentant ce coupon-rabais à l'achat d'une poussette Domani IM 61 / RN ou IM 61 / DL

(Offre valide jusqu'au 31 août 1994)



Domani Edition spéciale IV 41 / PC 49 IV 41 / GF 43

Spécial 189⁹⁹

Le modèle illustré peut être différent des modèles annoncés

5 \$ de rabais

en présentant ce coupon-rabais à l'achat d'une poussette Domani Edition spéciale IV 41 / PC 49 ou IV 41 / GF 43

(Offre valide jusqu'au 31 août 1994)



Chaise haute PB 045 PBP 60

Spécial 129⁹⁹

Le modèle illustré peut être différent des modèles annoncés

5 \$ de rabais

en présentant ce coupon-rabais à l'achat d'une chaise haute PB 045 PBP 60

(Offre valide jusqu'au 31 août 1994)

«LES MEILLEURS PRIX GARANTIS!»



Spéciaux offerts dans toutes les boutiques Clément

5830, boul. Pierre Bertrand 623-0531

Place Fleur de Lys 649-7042

Place Sainte-Foy 657-2143

Clément Place Carnaval 833-2686



Tout un placard...

Le Parti québécois était fier hier de dévoiler son plus gros portrait de famille avec la «binette» couleur de ses 11 candidats de la Rive-Nord. Aime ou aime pas, l'immense affiche est incontournable avec ses huit mètres sur dix pour ceux qui circulent à l'intersection Dufferin-Saint-Jean.

Coupon-réponse pour l'équité

MONTREAL (PC) — Profitant de la campagne électorale, une coalition de syndicats et de groupes de femmes revient à la charge avec sa demande de faire adopter une loi en faveur de l'équité salariale. Cette fois, c'est aux candidats qu'elle s'adresse, et non seulement aux chefs de parti. La Coalition en faveur de l'équité salariale, qui affirme représenter 400 000 femmes et autant d'hommes, a procédé de façon inusitée, faisant parvenir à chacun des 125 candidats du PQ et du PLQ un dépliant muni d'un coupon-réponse. Le candidat doit remplir et signer cet engagement «à ce que l'Assemblée nationale adopte la loi sur l'équité salariale et ce dès la première session». Les 250 dépliant ont été postés la semaine dernière et, jusqu'ici, deux candidats seulement ont répondu.

«Ce qui est parti doit revenir à Québec», plaide Margaret Delisle

QUÉBEC — «Le pouvoir décisionnel doit demeurer à Québec. Et ce qui est parti, doit revenir à Québec. Ça c'est la mission essentielle de la Commission de la capitale.»

par PIERRE-PAUL NOREAU
LE SOLEIL

Ce constat fait hier par la candidate Margaret Delisle n'est suivi d'aucun engagement formel. C'est à l'image du programme électoral régional du Parti libéral du Québec (PLQ), dévoilé hier en conférence de presse.

Pourtant la candidate de Jean-Talon convenait qu'il y a nécessité d'un plan d'action à long terme pour ramener les ministres et les hauts-fonctionnaires autour de l'Assemblée nationale.

À moins, comme certaines sources l'ont laissé entendre au SOLEIL hier, que le premier ministre Daniel Johnson n'annonce demain à Sainte-Foy, un véritable coup de barre consolidant la vocation de capitale, les distinctions ne sont pas majeures pour l'instant entre les intentions péquistes et libérales pour la grande région de Québec.

Le cœur du programme du Parti libéral pour la région de la capitale réside dans un remodelage de la fonction publique, dans l'instauration d'une Commission de la capitale nationale et dans une diversification des assises économiques.

Même s'il comporte un peu plus d'éléments concrets, le dossier de propositions soumises hier par l'équipe libérale dirigée par le député Rémy Poulin suit en fait les axes classiques, soit fonction publique, haute technologie, tourisme, et culture.



Mise en oeuvre d'un programme de retraite progressive et congé sans solde de deux ans pour les fonctionnaires désireux de se lancer en affaires figurent parmi les mesures «amincissantes» proposées par les libéraux de la région. Sur la photo, les candidats François Bernier, Rémy Poulin et Margaret Delisle.

Le Parti libéral du Québec (PLQ) se distingue surtout par ses propositions touchant les fonctionnaires et visant à la fois la réduction de la taille de l'appareil administratif de l'État et son rajeunissement.

Touche originale

Faciliter les départs volontaires par une révision de la formule de retraites des fonctionnaires, professeurs et infirmières; mise en oeuvre d'un programme de retraite progressive; congé sans solde de deux ans pour les fonctionnaires désireux de se lancer en affaires; accroissement du prêt aux organismes sans but lucratif; privatisation de services comme les buanderies et les cafétérias

sont les principales mesures «amincissantes».

«Mais parler de 9000 départs serait exagéré, indiquait le député Poulin, réfutant ainsi un ordre de grandeur suggéré. De tout manière, la permanence des fonctionnaires n'est absolument pas remise en question» a-t-il bien pris soin de marteler, bien campé en plein soleil, dans le décor de la terrasse du Musée du Québec donnant vue sur les Plaines et le fleuve.

Pour ce qui est de renouveler la fonction publique, la rendre plus mobile et plus polyvalente, le PLQ suggère notamment des stages rémunérés pour des finissants et, l'accès à un capital de risque pour les fonctionnaires

entrepreneurs, sans compter l'amélioration des programmes de formation et de recyclage.

L'essentiel des promesses électorales libérales reste toutefois conjugué sur le mode de l'engagement très flou, soit du genre «privilégier... supporter... bonifier... favoriser...» La possibilité de créer un Institut d'hôtellerie sera ainsi examinée.

L'annonce formelle de la mise sur pied d'une Commission de la Capitale nationale dès avril avec un budget amélioré de sept millions \$ fait figure d'exception, mais constitue un revirement par rapport à la campagne libérale de 1989 où le gouvernement se limitait à la mise en place d'un simple Secrétariat.

Des ordinateurs avec des offres spéciales pour la rentrée

UNE PAIRE INTÉRESSANTE!

Achetez une ordinateur PS/1 et profitez de deux offres spéciales

Super-emballant

Achetez un ordinateur PS/1 et vous recevrez la chance de gagner un des 26 000 prix INSTANTANES de Spalding, le plus grand nom de l'équipement sportif. Vous pourriez gagner des ballons de basket-ball de la NBA, des ensembles de golf et plus.

BONI Radio Shack de 10 CD

En plus, Radio Shack vous offrira en BONI 10 CD-ROM supplémentaires dont : World Atlas, PC Karaoke, King's Quest V, World Factbook et plus.

10 CD EN BONI



Super prix de LANCEMENT pour l'IBM PS/1

239900

Prix suggéré 2599.00

- 486SX 33 MHz • Disque dur de 253 Mo
- RAM de 4 Mo • CD-ROM à 2 vitesses
- Écran SVGA couleur 14"

IBM PS/1 multimode avec haut-parleurs stéréo comprenant : logiciels installés MS-DOS 6.21, Windows 3.1 et Works for Windows; logiciels sur CD-ROM dont : Family

Health Book, Photo Display, King's Quest VI, Compton's Encyclopedia et plusieurs autres; plus, le PS/1 est doté du logiciel Rapid Resume exclusif qui vous permet de commencer à utiliser votre ordinateur immédiatement; un modem de 2400 bauds; un bus vidéo local de 1 Mo; 5 connecteurs d'extension AT; la capacité d'amélioration OverDrive et Pentium; et une garantie de 3 ans dont un an sur place et le support téléphonique 24 heures sur 24. Français (2514103) ou anglais (2514102).

Épargnez \$100 en achetant votre PS/1 avec une des imprimantes choisies

Si vous achetez un PS/1 et une des imprimantes ci-dessous, vous recevrez un coupon pour une remise postale de \$100. Une belle épargne supplémentaire.

HP DeskJet 560C. Imprimante couleur à jet d'encre. Chargement simultané des cartouches d'encre noire et de couleur. 2618854. 969.00
RABAIS \$30. HP DeskJet 500C. Imprimante couleur. 2618850. Cour. 579.00. solde 549.00
Imprimante HP LaserJet 4L. Mémoire de 1 Mo, vitesse de 4 pages minute. 2618881. 969.00
Imprimante HP LaserJet 4P. 2618882. 1499.00

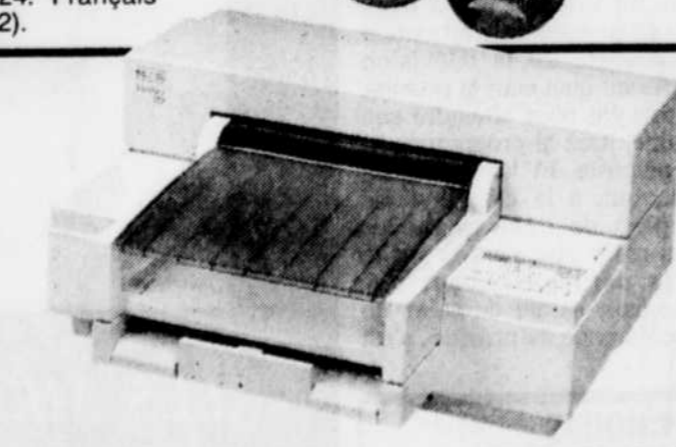
Une commande spéciale peut être requise pour certains modèles.

OFFRE EXCLUSIVE!

Achetez une imprimante HP 520 (2618853) avec un ordinateur IBM PS/1 et Radio Shack soustraira \$50 de plus du prix total.



Détaillant autorisé



RABAIS \$70. Imprimante HP DeskJet 520 garantie 3 ans. Vitesse de 3 pages minute. 2618853

39900
~~489.00~~

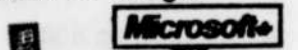
COMPAQ PRESARIO 433

Un ordinateur si simple à utiliser que vous n'avez qu'à le brancher pour vous en servir

169900

- 486SX/33 • Disque dur de 200 Mo
- RAM de 4 Mo • Prêt pour Intel OverDrive®
- Écran SVGA couleur 14" intégré

L'ordinateur Presario 433 comprend : MS-DOS 6.2, Windows 3.1, MS Works, (traitement de texte, tableur, base de données) et MS Entertainment Pack. Il comprend aussi le logiciel exclusif Tab-Works qui remplace le gestionnaire de programme de Windows. Ses caractéristiques comprennent : une unité de disque souple de 3.5" haute densité, deux connecteurs ISA 16 bits, un faxmodem avec fonction de répondeur, une garantie de 3 ans avec service sur place la première année. Français ou anglais (2514200/1).



OFFRE BONI!

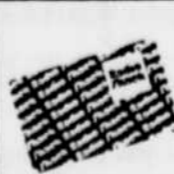
À l'achat d'un Compaq vous recevrez un bon pour recevoir un exemplaire de Microsoft Word V. 6.0 en BONI. Une valeur de \$459.95!



Garantie 3 ans
Soutien téléphonique 24 heures
486SX/33
Disque dur de 200 Mo

0% D'INTÉRÊT
Aucun acompte
Aucun paiement
Demandez les détails

Radio Shack
L'endroit totalement branché



DEMANDEZ LA VÔTRE! Une carte de crédit Radio Shack vous permet de faire vos achats sans tarder. Nous indiquons les prix de détail réels sans les taxes applicables. Nous rejetons toute responsabilité relative aux erreurs photographiques ou typographiques. Le magasin ou détaillant Radio Shack le plus proche est dans les pages blanches



La promotion IBM expire 30/09/94

La promotion Compaq expire le 25/09/94

ÉLECTIONS 94

Selon l'Institut Fraser de Vancouver Un Québec souverain risque de devenir un pays du Tiers Monde

QUÉBEC — L'Institut Fraser de Vancouver a publié hier les résultats d'une étude qui laisse entendre que si le Québec devenait indépendant, l'ampleur de la dette publique pourrait entraîner une hausse des impôts de l'ordre de 50 % ou des coupes majeures dans les services publics.

réal par l'Institut indique « qu'au vu d'un taux d'endettement compris entre celui de Madagascar et celui de la Jamaïque, un Québec indépendant se retrouverait au

sein des pays du Tiers Monde. Parmi les pays de l'OCDE, un Québec indépendant se situerait derrière la Belgique, l'Irlande et l'Italie et derrière toutes les provinces canadiennes à l'exception de Terre-Neuve ».

L'étude intitulée *La dette publique d'un Québec indépendant* stipule qu'en date du 31 mars, le rapport entre l'endettement net de tous les niveaux de gouvernement d'un Québec indépendant et le Produit national brut (PNB) aurait été de 149,4 %, contre 127,1 % en tant que province canadienne. Cette mesure prend en compte les obligations que devrait assumer un Québec souverain.

L'étude de l'Institut Fraser précise aussi que la population du Québec devrait s'attendre à voir le montant de ses taxes et impôts grimper de 53,5 % pour financer les programmes assurés auparavant par Ottawa. Une façon d'éviter cette hausse serait de diminuer les services dans une proportion de 46,5 %.

L'auteur de l'étude, M. Robin Richardson, croit que le gouvernement d'un Québec indépendant pourrait être tenté d'emprunter de fortes sommes pour maintenir les programmes auxquels les Québécois sont habitués. Un tel niveau d'endettement pourrait conduire selon lui « au refus des investisseurs nationaux et étrangers de prêter non seulement à un Québec indépendant, mais également au reste du Canada ».

Des anglophones de l'Estrie comparent Parizeau à Hitler

SHERBROOKE (PC) — L'éventuelle élection d'un gouvernement du Parti québécois inquiète la communauté anglophone de l'Estrie au point que quelques-uns de ses membres n'hésitent pas à comparer le chef péquiste Jacques Parizeau à Adolf Hitler.

vous cite d'autres noms de personnes qui prétendent qu'au contraire, ce ne sera pas catastrophique. »

Les réponses du candidat péquiste n'ont pas semblé plaire à tous les participants. Quelques-uns ont quitté la salle avant que l'échange ne prenne fin.

Les anglophones ont quand même réservé quelques applaudissements à leur invité, jusqu'à ce que deux personnes comparent le chef du PQ, Jacques Parizeau, à Adolf Hitler.

Le candidat du PQ dans Saint-François, René Turcotte, n'a pas eu la vie facile, hier, alors qu'il rencontrait une trentaine d'anglophones à Lennoxville, près de Sherbrooke, même s'il avait lui-même suggéré à la communauté anglophone d'organiser cet échange.

Une équipe de journalistes du réseau anglais de Radio-Canada (CBC) — qui doit diffuser sous peu un reportage sur Saint-François à l'émission *NewsWatch* — était sur place.

Les questions adressées à M. Turcotte ont porté sur le sort que comptait réserver un gouvernement péquiste à la communauté anglophone. La plus grande inquiétude a été manifestée à l'égard d'une éventuelle séparation du Québec.

« Bien sûr que nous nous dirigeons vers cette option, c'est le premier point de notre programme politique, a lancé M. Turcotte. Vous dites que ce sera une catastrophe et vous me citez des noms de personnes qui prédisent effectivement une catastrophe. Moi, je

VERRES DE CONTACT
SPÉCIAL ÉTUDIANTS **69 \$**
à partir de
à l'achat d'un contrat de service

Jacques Langlois
OPTICIEN

LIMOULOU - 455, 3e Avenue
STE-FOY - 1113, rue de l'Église
MAIL CENTRE-VILLE - 450, St-Joseph

523-6690
659-3616
529-9351

Lucia

Cet automne, créez votre style avec Lucia qui vous offre un choix de vêtements à combiner à l'infini.

Simone Paris
LE PRÊT-À-RAVIR
2646, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy (près de l'Hôpital Laval)
656-1902

Des vêtements de classe pour une rentrée réussie...

BAM.BIN

Les plus jolis vêtements pour enfants de la naissance à 20 ans

999, de Bourgogne
PLACE QUATRE-BOURGEOIS
658-2218

Visa MasterCard American Express

EN VIGUEUR JUSQU'AU 28 AOÛT 1994

FRUITS ET LÉGUMES
Le JARDIN MOBILE

CELERI Produit du Québec, gr. 24  27¢ chacun	CHOU FLEUR Produit du Québec, gr. 12  87¢ chacun	BANANES "CHIQUITA", produit importé  82¢ le kilo 37¢ la livre
PATATES NOUVELLES sac 10 livres Produit du Québec  1.27 \$ sac 10 livres	BROCOLI Produit du Québec, gr. 14  87¢ chacun	LAITUE EN POMME Produit du Québec, gr. 18  57¢ chacune
CANTALOUPE Produit des États-Unis, gr. 23  97¢ chacun	POIRE BARTLETT Produit des États-Unis, mûrie à point  97¢ 2,14 \$ le kilo la livre	CONCOMBRE ANGLAIS Produit du Québec, gr. moyen  97¢ chacun
PIMENT VERT Produit du Québec, préemballé  67¢ 1,48 \$ le kilo la livre	CHAMPIGNONS Blancs, frais, de l'Ontario  97¢ la chopine	POIREAU Produit du Québec  67¢ chacun
EPINARD Produit frais du Québec, sac 10 onces (284 gr)  87¢ le cello	RADIS 1 livre Produit du Québec, sac de 454 gr  77¢ sac de 1 livre	POIS PLATS Produit du Québec, préemballés  1.67 \$ 3,68 \$ le kilo la livre
JAMBON FUMÉ À l'ancienne, entièrement cuit  3.77 \$ 8,31 \$ le kilo la livre	JUSTROPICANA "Premium, Grovestand, Homestyle", contenant de 1.89L  2.77 \$ contenant de 1.89 litres	BRIE FRANÇAIS "CHÂTEAU DE FRANCE" produit importé  5.97 \$ 13,16 \$ le kilo la livre

NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX EN SUCCURSALE. NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS. SPÉCIAUX EN VIGUEUR DANS TOUTES NOS SUCCURSALES.

NEUFCHÂTEL 2065, boul. Bastien 842-3084	STE-FOY 3440, de la Péraie 657-7717	LÉVIS 51 route Kennedy 835-5526	CHARLESBOURG 4145, 1ère Avenue 622-2291	STE-FOY 2700 chemin Ste-Foy 651-2717
CHARLESBOURG 1047, boul. du Jardin 627-0344	NEUFCHÂTEL 9210, boul. l'Ormière 842-0909	BEAUPORT 344 Seigneuriale 661-7997	CAP-ROUGE 1198 Jean Gauvin 872-7473	BERNIÈRES 585 Route 116 831-4611

LE JARDIN MOBILE

COURS D'ESPAGNOL DIFFUDI
ANGLAIS, PORTUGAIS, RUSSE FLAMENCO
Inscription le 25 août, de 9h30 à 20h
Cout: 87 \$ + frais de matériel
880, Pere-Marquette, 1er étage, bureau 24B
682-3617

Achetez vos portes et fenêtres directement de l'usine
VITROSTAR INC.
Plusieurs modèles à voir dans notre salle de montre
847-0748
Estimation gratuite

RÉSULTATS
Tirage du 94-08-23

2	5	10	13	19
21	23	25	27	33
35	39	41	42	44
46	50	57	58	70

Prochain tirage: 94-08-24
T.V.A. le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

PARLER EN PUBLIC avec aisance


Denise Verville
Comédienne et professeure

Le **CART** vous offre
UN COURS SUR MESURE
(418) 687-9944

Les ateliers débutent le 29 août
Collège des annonceurs
Radio-Télévision inc.
Le langage de l'expérience (depuis 1957)

Destiné surtout aux voyageurs

Nouveau vaccin contre l'hépatite A

QUÉBEC — Le gouvernement fédéral vient d'approuver la mise en marché d'un nouveau vaccin hautement efficace contre l'hépatite A, une inflammation du foie qui peut être mortelle.

par PIERRE PELCHAT
LE SOLEIL

Selon le Dr Bernard Duval du Centre de santé publique de Québec, ce vaccin appelé Havrix est surtout destiné aux voyageurs qui se rendent dans les régions où cette maladie est très présente, principalement en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique centrale, en Amérique du Sud et en Europe de l'Est.

« Il est important pour les gens qui se rendent dans les régions à risque de consulter une clinique pour voyageurs », a indiqué, hier, le Dr Duval.

Selon la compagnie pharmaceutique SmithKline Beecham Pharma qui produit le Havrix, les groupes qui présentent les plus grands risques de contracter la

maladie sont les militaires qui voyagent dans les régions endémiques, le personnel infirmier, médical et les employés de garderies, les homosexuels, toxicomanes et hémophiles et certaines populations dont les autochtones.

Le virus de l'hépatite A se propage plus rapidement dans les endroits où les conditions d'hygiène publique sont mauvaises et où la qualité de l'eau potable est douteuse.

Homosexuels touchés

Au Québec, on a constaté au début des années 90 une forte augmentation des cas déclarés d'hépatite A, principalement à Montréal. La communauté homosexuelle mâle a été particulièrement touchée. On ne peut toutefois pas parler d'épidémie ou de risque d'épidémie.



Un médecin tient une bouteille d'Havrix.

Ailleurs au Canada, une épidémie de cette maladie est survenue l'an dernier à Pukatawagan, une collectivité autochtone du nord du Manitoba. D'autres épidémies d'hépatite A ont affecté cinq des 13 communautés autochtones de l'île de Baffin.

L'hépatite A est un virus qui se transmet principalement par la voie féco-orale, par l'ingestion d'eau ou d'aliments contaminés, tels que fruits de mer ou des coquillages crus ou insuffisamment cuits, par des contacts intimes entre personnes ou encore par des liquides organiques comme le sang.

Les effets de l'infection par le virus de l'hépatite A varient beaucoup d'une personne à l'autre. Dans certains cas, il n'y a pas de symptômes de la maladie. D'autres présentent, dans les deux à quatre semaines suivant l'exposition au virus, les symptômes habituels de nausées, vomissements et de diarrhée, suivis d'une jaunisse.

En comparaison avec l'hépatite B, une maladie plus virulente qui cause la mort de 15 à 20 personnes par année, une seule personne décède d'une hépatite A par année au Québec. En outre, après l'apparition d'une jaunisse, le virus de l'hépatite A disparaît de lui-même, ce qui n'est pas toujours le cas pour l'hépatite B qui peut générer par la suite une cirrhose et un cancer du foie.

Le vaccin Havrix est administré en deux doses dans un intervalle d'environ un mois. Une troisième dose est facultative mais elle est recommandée si on veut conserver la protection contre l'hépatite A pendant plusieurs années. Le prix pour chaque dose est de 27,80 \$. Aucun programme de vaccination gratuite contre l'hépatite A n'est en vigueur au Québec. Le vaccin sera disponible dans les cliniques pour voyageurs au cours des prochains jours.

■ Implants mammaires

BIRMINGHAM, Alabama (AP) — Faisant valoir que les objections des Canadiennes et des autres femmes non américaines exigeaient un examen plus approfondi, le juge Sam Pointer a reporté son verdict final sur le règlement proposé pour les implants mammaires. Après trois jours d'audience, le juge américain a expliqué lundi que les avocats des étrangères qui avaient reçu des implants mammaires avaient soulevé des « inquiétudes très sérieuses » au sujet du règlement de 4,25 milliards \$ proposé par les 60 fabricants, dont Dow Corning.

VERRES DE CONTACT

SPÉCIAL ETUDIANTS

69 \$

à partir de

à l'achat d'un contrat de service

OPTICIEEN
Jacques
Langlois

LIMOULOU - 455, 3e Avenue
STE-FOY - 1113, rue de l'Église
MAIL CENTRE-VILLE - 460, St-Joseph

523-6690
658-3616
529-8351

l'aliberté
MAIL CENTRE-VILLE, QUÉBEC, 523-4841
OUVERT LE DIMANCHE DE 12 H À 17 H



LANCÔME
PARIS

BIENFAIT TOTAL
SOIN BIENFAISANT
POLY-VITAMINE

Une nouvelle génération de soin de jour pour le bien-être total et quotidien de la peau. Dès l'application, la peau ressent une hydratation immédiate. Puis, grâce au système innovateur Lancôme appelé "Physio Conversion" des agents hydratants sont libérés au cours de la journée afin de donner un taux optimal d'hydratation. 50 ml, 36 \$.

CADEAU AVEC
A.C.H.A.T

Avec tout achat de 20 \$ et plus, recevez en cadeau une pochette contenant : 1 Exfoliance 15 ml, 1 Niosôme + 15 ml, 1 mascara Définitifs 3,1 g, eau de parfum Trésor 2,5 ml, 1 rouge à lèvres. Jusqu'à épuisement des quantités.

NOUVEAU

Entrepreneurship
technologique

Pour jeunes diplômés universitaires ayant un projet précis de création d'entreprise technologique.

Entrepreneurship technologique:
un programme de 2^e cycle intensif, offert à plein temps du 31 octobre 1994 au 16 juin 1995. Réservé à un groupe d'au plus 30 étudiants.

Vous voulez créer une entreprise technologique dans un proche avenir. Vous possédez l'expertise technique. Vous croyez en vos capacités entrepreneuriales. Pour acquérir les connaissances et les habiletés requises en gestion:

Le programme
Entrepreneurship technologique

Séminaires-laboratoires, stages et préparation d'un plan d'affaires.

Entreprises partenaires et mentors.

Session d'auto-évaluation obligatoire

Le 31 août, de 18 h à 22 h.
Inscription avant le 29 août.

— ou —

Le 10 septembre, de 9 h à 13 h.
Inscription avant le 6 septembre.

Coût: 75 \$.

Le processus de sélection comprend de plus le dépôt de la demande d'admission avant le 30 septembre 1994 (coût: 200 \$) ainsi qu'une entrevue de sélection, sur invitation, entre le 5 et le 15 octobre 1994.

(514) 340-6151

HEC
L'esprit d'entreprise

La réponse de Saturn au fameux
« La vente
sous pression,
très peu pour
moi, merci. »

Saturn SL



199 \$/mois. 36 mois.
Versement initial de 1 870 \$.

Chez Saturn, pas de pression, pas de cachotteries! Nos clients savent à quoi s'attendre parce que nous leur expliquons clairement les détails de notre plan de location. Les voici: Paiements basés sur la Saturn SL 94, radio AM/FM stéréo, sac gonflable côté conducteur, banquette arrière divisée rabattable, colonne de direction réglable, télécommande d'ouverture du coffre, essuie-glace à balayage intermittent, PDSF de 11 995 \$, excluant taxes, immatriculation



SATURN

et assurances. Versement initial de 1 870 \$, premier paiement de 199 \$ et dépôt de garantie remboursable de 300 \$ requis à la signature du contrat pour un total de 2 369 \$ ou échange équivalent. Sujet à l'approbation du crédit. Kilométrage limité à 24 000 km par année; le coût du kilométrage excédentaire étant de 5 c par km. Aucune obligation d'achat. Autres options et versements initiaux disponibles. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails.

L'automobile réinventée de toutes pièces.

SATURN SAAB ISUZU
RIVE-SUD
Lévis
835-1888

STE-FOY SATURN
SAAB ISUZU
Ste-Foy
653-1312

SATURN ISUZU
DU SAGUENAY
Chicoutimi
549-3320

25 ans et encore aussi intéressant



Offrir aux petits ♥ sacripants un goûter
sain et ✶ amusant, ça fait aussi partie
des bonnes choses @ de la vie.

199\$

FROMAGE AUX FRUITS FRAIS,
AU CHOIX
MINIGO
6 x 60 G



provigo

Vingt-cinq ans de bonnes choses

ÉDITORIAL

La rentrée en période électorale

La rentrée scolaire constitue la principale préoccupation des familles à la fin d'août. Cette année, elle se déroule dans le contexte d'une élection provinciale. Force est de constater que les politiciens ont jusqu'à maintenant oublié le système d'éducation dans leurs déclarations. Pourtant, les écoles, les collèges et les universités méritent un meilleur sort.

Un des plus importants dossiers scolaires à régler est celui de la formation professionnelle au secondaire. Une certaine idéologie a dévalorisé le secteur professionnel au profit des cours généraux. Il y a de moins en moins de jeunes en formation professionnelle. Par contre, on y trouve beaucoup d'adultes qui y viennent pour suivre des cours de recyclage.

L'effet le plus pernicieux du discrédit qui a frappé l'enseignement professionnel est d'avoir incité des élèves à opter pour le général au risque de « décrocher » avant la fin de leurs études.

Le décrochage constitue une autre des faiblesses de notre système. C'est le plus grand accroissement à la véritable démocratisation dont le couronnement est la réussite scolaire. Le taux de décrochage est encore trop élevé. Mais a-t-on utilisé tous les moyens de stimuler les élèves? Pour mettre un frein à l'échec scolaire, certains pays reçoivent les élèves en maternelle plus tôt qu'ici.

Du côté des structures, la décentralisation scolaire est un dossier qu'il ne faut pas abandonner. Trente ans de centralisation ont convaincu les Québécois que les décisions prises au ministère de l'Éducation ne peuvent s'appliquer à toutes les écoles. Le grand défaut de la centralisation, c'est de traiter tout le monde de la même façon.

Quant au projet d'établir des commissions scolaires linguistiques, il ne provoque pas de vagues pendant la campagne électorale. La transition vers de telles commissions devra se faire dans l'harmonie. Il est inutile de précipiter les choses.

Les commissions scolaires linguistiques ne sont pas sans effet sur la confessionnalité des écoles. Or, on ne constate aucune remise en question de cette réalité de la part des parents. Aussi faudra-t-il les consulter le plus largement possible sur l'enseignement de la religion dans les écoles.

Du côté des cégeps, on entreprend une nouvelle formation générale commune. La hausse de la clientèle, particulièrement du côté de l'enseignement technique, est un signe de la santé de ce niveau d'éducation.

Quant aux universités, elles devraient se pencher sur la qualité de leurs cours. Si les dirigeants des universités connaissaient l'opinion des étudiants sur l'enseignement donné, ils seraient troublés. En effet, combien d'étudiants sont déçus des cours qu'ils reçoivent de leurs professeurs!

L'effervescence de la rentrée ne doit pas nous faire oublier qu'en éducation il y a encore beaucoup à faire: encadrer et orienter les élèves, tracer le profil de « sortie » des finissants, rajeunir les programmes... Il est déplorable que l'éducation ne soit pas un des enjeux des élections. L'éducation de tout un peuple doit quand même compter autant que la construction d'un bateau pour les îles-de-la-Madeleine. Nous attendons toujours les promesses des partis.

JEAN MARTEL

Bloc-notes

Cuba se noie

La décision américaine de ne plus accueillir automatiquement les réfugiés cubains revient à la face des États-Unis comme un véritable boomerang: loin de diminuer, le flux de *boat people* s'accroît.

Triste ironie de la politique, les exilés potentiels prennent la mer plus facilement depuis que la marine américaine patrouille intensément les côtes de Cuba pour les intercepter. Car ces navigateurs d'occasion risquent de trainer moins longtemps sur les flots, ce qui atténue d'autant les risques de l'opération.

C'est pourtant tout Cuba qui se noie, comme l'a dit hier le président en exil du Comité cubain des droits de l'homme, Ricardo Bofill. Noyade physique d'un nombre inconnu de jeunes Cubains, parmi les plus actifs dans la société. Noyade économique de tout un pays, également.

La chute du bloc soviétique a laissé Fidel Castro Gros-Jean comme devant, sans commanditaire et hors du grand jeu des blocs internationaux. Il ne peut que couler peu à peu dans les oubliettes de l'histoire. Mais voilà, que faire pour aider les Cubains à retrouver l'espoir d'une vie meilleure? Les récents efforts de libéralisation économique ont tourné à vide. La grogne gagne la population.

Autant le gouvernement cubain que celui des États-Unis privilégient en ce moment un scénario de catastrophe, le premier en fermant les yeux sur le départ des réfugiés, le second en adoptant soudain une ligne dure. La fermeture des frontières et l'installation de tous les candidats à l'asile sur la base de Guantanamo, sur l'île même de Cuba, invitent à la crise.

Washington n'a pas à s'ingérer dans les affaires cubaines. Au contraire de Haïti, il n'existe aucun gouvernement légitimement élu à réinstaller. La révolution castriste de 1959, en fait, possédait toute la légitimité requise.

Le boycott économique américain contre Cuba répondait uniquement à des considérations idéologiques et politiques disparues aujourd'hui. Les États-Unis devraient plutôt retirer toutes leurs sanctions et traiter le gouvernement de La Havane comme n'importe quel autre gouvernement.

Quand Castro ne pourra plus jouer la corde nationaliste, il ne pourra garder le pouvoir. Mais la transition doit se réaliser dans l'harmonie, non d'une manière brutale comme le laisse présager la crise actuelle.

RAYMOND GIROUX

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration
PIERRE DES MARAIS IIPrésident et Éditeur
GILBERT LACASSEÉditorialiste en chef et adjoint à l'Éditeur
J.-JACQUES SAMSONRédacteur en chef
GILBERT LAVOIEDirecteur de l'information
ANDRÉ FORGUES

Point de vue

Le défi à relever dans le réseau public

par ROBERT LECLERC

À la Direction générale de l'établissement de la santé et des services sociaux depuis près de 12 ans dans des régions différentes, à la veille d'élections, qui ne changeront pas un iota aux défis qualité/performance des années à venir, mes réflexions veulent refléter ce que bien des gens pensent tout bas de certaines anomalies du secteur.

Le réseau de l'éducation et des affaires sociales s'est développé dans les années d'abondance. Les privilégiés du système ont pu, année après année, se doter d'avantages sociaux toujours plus sécurisants comparativement aux employés de l'entreprise privée.

Comment conserver ces privilégiés, alors que nous sommes si pauvres, que nous devons emprunter pour payer l'épicerie? Où est l'équité sociale entre le privé qui met au chômage et au BS le travailleur qui perd son emploi et le secteur public qui assure quelques années de salaire et une quantité de services de relocalisation et de paiement de déménagement à l'employé qui a perdu son travail, sans parler des fameuses primes de séparation?

Comment parler de réorgani-

sation du travail et maintenir les conventions collectives telles quelles? Ce n'est plus acceptable que l'employeur défraie seul les coûts des griefs, des arbitrages, des recours aux tribunaux administratifs. La loi sacrée de l'ancienneté ne garantit pas à un établissement la dotation des meilleures ressources humaines disponibles et bloque pour des années l'accès à des postes à de plus jeunes employés parfois formés davantage.

Les corporations professionnelles actives dans le réseau de la santé et des services sociaux sont aussi responsables des normes de surqualité beaucoup plus reliées à de l'élitisme et au service de leurs membres qu'aux besoins réels de la population. Les normes sont souvent faites pour les gros établissements urbains et compliquent énormément un fonctionnement polyvalent nécessaire dans des établissements moins importants.

Les citoyens consommateurs payeurs et décideurs constituent un volet également important du défi qualité/performance. Malgré l'inégalité des services existants d'une région à l'autre, malgré le manque de spécialistes dans certaines régions du Québec, malgré l'engorgement des urgences et l'attente dans les cliniques médicales, nous avons de bons et nombreux services médicaux

et sociaux.

Nous sommes « gâtés » en médecins, hôpitaux, médicaments, examens de TACO, etc. Si nous savions comme citoyens consommateurs et payeurs ce que coûtent nos bobos, peut-être deviendrions-nous moins exigeants, plus responsables, ou peut-être comme citoyens décideurs nous couperions certains services, les salaires et les avantages sociaux des directeurs, des cadres, des médecins et des professionnels.

Un autre domaine qui mériterait un examen de la qualité/performance est celui des normes, procédures et règlements gouvernementaux qui légifèrent pour nous soi-disant protéger contre tous les dangers et nous assurer la qualité totale!

Nous attendons avec impatience les règlements d'application de la loi 120 en espérant que le comité de « déréglementation » ministériel aura réussi à accoucher à temps de recommandations, de réglementations majeures! Si le temps, c'est de l'argent, il y a des millions à aller chercher dans le domaine et il y a une autonomie à retrouver dans la gestion quotidienne qui nous permettrait une certaine créativité mobilisatrice.

Que dire des administrateurs bénévoles des conseils d'administration qui ont l'impression

d'être les « yes man » du ministère et des régies régionales?

Enfin, en structurant et professionnalisant les moindres services, nous avons évacué la famille, la parenté et les amis comme réseau d'entraide et de support. Avec le vieillissement de la population, nous n'aurons pas le choix d'utiliser la communauté comme lien thérapeutique et de support.

L'aide financière aux aidants pour assurer le support ne répond pas à tous les besoins, mais s'il était mieux planifié il nous coûterait moins cher et nous préparerait comme société à relever le défi d'une solidarité qui remplacerait avantageusement une société plutôt égoïste et irresponsable.

Je souhaite au gouvernement du 12 septembre 1994 le courage des décisions concrètes et difficiles, mais essentielles à la poursuite du défi qualité/performance dans les services de santé et les services sociaux. Les compressions budgétaires ne seront pas suffisantes, car elles ne s'attaquent pas aux vraies sources de dépenses inutiles et inefficaces. Il y aurait bien d'autres sujets « tabous » à mettre sur la table.

M. Robert Leclerc est directeur général de l'hôpital de Notre-Dame-de-Fatima à La Pocatière.

Votre Opinion

La Banque du Canada oubliée

Durant toutes les discussions concernant la dette publique du Canada, aucun économiste n'a osé parler du rôle que pourrait jouer la Banque du Canada pour éliminer ou effacer la dette.

Est-ce par ignorance des failles de notre système monétaire, ou par obligation d'être des disciples de la théorie monétaire de John Maynard Keynes selon laquelle tout crédit nouveau doit naître à la banque privée, donc lié à un intérêt, ou par oubli que la monnaie ou le crédit n'est pas une richesse en soi mais un moyen d'échange pour obtenir des produits ou des services.

Lorsqu'on parle de création de la monnaie et du crédit par la Banque du Canada, l'on crie à l'inflation mais, si cet argent nouveau provient des banques privées, l'inflation n'existe plus. Pourtant, ce crédit — peu importe son origine — est basé sur la richesse du pays qui est l'oeuvre des travailleurs du Canada et non pas celle des banquiers.

Il faut rappeler aux économistes et du crédit appartient

au gouvernement fédéral selon l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord en 1867, mais que ce pouvoir a été transféré aux banques par nos députés en 1917, soit par ignorance, désintéressement ou lâcheté. Depuis ce temps, la dette publique augmente à un rythme effarant. En d'autres termes, tout l'argent qui circule actuellement au Canada provient des banques, d'où l'obligation d'emprunter pour payer l'intérêt.

Maurice Richard, md
Sillery

L'armée québécoise

(Commentaires de l'article de Paul Mooney)

Il est normal qu'un peuple qui réfléchit à sa souveraineté réfléchisse aussi à son armée. Quel pays souverain n'a pas son armée?

Les gens qui pensent qu'on peut s'en passer font fausse route. J'ai connu l'occupation allemande en France et il n'y a rien de pire que d'être à la merci d'une armée étrangère qui réquisitionne tout ce qui lui plaît et qui déporte tous ceux qui ne lui plaisent pas. Même si la perspec-

tive d'une invasion est impensable actuellement, il faut décourager les convoitises sur un territoire riche et peu peuplé.

Ça coûte cher? Pas davantage que l'administration ou la police ou les pompiers, et on est bien content de l'avoir quand il faut rescaper des gens en mer ou dans la brousse. Elle joue aussi un rôle important, entre autres, dans la surveillance des frontières ou des zones de pêche. Elle procure des emplois et une formation enviablables à bien des jeunes. Nous en assumons déjà les coûts dans le système fédéral qui ne nous rend pas justice dans la langue de service, où l'anglais prédomine, et la proportion des officiers.

D'autres petits pays supportent une armée à la mesure de leurs besoins. Les Norvégiens (4,3 millions \$) ont une armée moderne, outre leur langue et leur monnaie. Les Suisses (6,8 millions \$), traditionnellement neutres, ont une armée puissante pour faire respecter leur neutralité.

Pierre Pourchelle
Beauport

Jeux 2002

Maintenant que les gouvernements ont confirmé leur participation monétaire et que le Québec a garanti d'éponger tout déficit éventuel, il m'apparaît important que les gestionnaires des Jeux prennent toutes les protections essentielles de manière à s'assurer de rencontrer l'objectif de rentabilité prévue de 31 millions \$.

Selon les médias, on a prévu des chiens de garde pour s'assurer d'éviter tout dépassement des coûts, surtout en ce qui a trait à ceux des constructions.

À mon avis, afin d'éviter un nouveau cauchemar, comme celui du Stade olympique, on devrait s'assurer que tous les intervenants majeurs pourront présenter une garantie qu'il n'y aura aucune grève ou ralentissement des travaux durant la durée de leurs interventions.

La garantie du gouvernement du Québec d'éponger tout déficit sera-t-elle un stimulant permettant d'atteindre le surplus ou plutôt l'inverse, l'héritage d'un nouveau déficit?

Conrad Lortie
Beauport

L'éducation sous la lorgnette économique

QUÉBEC— Si les deux principaux partis en lice aux élections du 12 septembre ont des approches fort différentes pour aborder les problèmes et les solutions en matière d'éducation, les philosophies des libéraux et des péquistes ont un point commun : l'éducation est considérée comme la pierre d'assise du progrès économique. Aussi, l'ampleur du phénomène du décrochage scolaire et les ratés de la formation professionnelle préoccupent au plus haut point les partis.

S'ils consacrent à peu près le même espace dans leur programme électoral (environ 10 %) pour aborder ces questions, l'adage voulant que « le passé soit garant de l'avenir » est compris différemment dans les deux cas.

Le Parti libéral mise avant tout sur la continuité des réformes amorcées au cours des dernières années par les ministres Ryan, Pagé, Robillard et Chagnon ; le Parti québécois, de son côté, veut effectuer un retour vers le passé en proposant rien de moins que de remettre l'éducation au rang des grandes priorités sociales, sinon d'en faire la priorité des priorités.

Le décrochage : petits et grands moyens

Le Parti libéral, qui a vu l'abandon scolaire prendre des proportions alarmantes au cours des neuf dernières années, a réagi tardivement avec le plan Pagé, (*Chacun ses devoirs*), qui n'a pas encore produit les résultats escomptés.

C'est pourquoi le programme électoral des libéraux revient avec la promesse — déjà faite il y a deux ans — de porter à 85 % le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires d'ici 1997. Les moyens qu'un gouverne-



par Vincent CLICHÉ

ment libéral entend mettre en place pour atteindre cet objectif ont déjà fait l'objet d'annonces par les différents ministres au cours des dernières années : meilleur encadrement des élèves (dont le titulariat et l'homogénéité des groupes) et examen national à la fin du premier cycle du secondaire.

Le Parti québécois aborde la question du décrochage scolaire d'une façon plus globale en déplorant le « désinvestissement » dont fut l'objet le réseau scolaire au cours des dix dernières années. C'est donc en replaçant l'éducation au nombre des « véritables priorités sociales », ce qui laisse supposer un effort nouveau au plan du financement, que les péquistes entendent s'attaquer au problème. Le Parti québécois propose également des mesures concrètes de lutte à l'abandon, dont le dépistage dès le primaire des « candidats » au décrochage. Pour enrayer le mal, il mise également sur un meilleur encadrement des élèves et le recours plus intensif aux technologies de l'information, là où le décrochage est le plus important, à savoir en milieu défavorisé.



Quel que soit le parti qui prendra le pouvoir le 12 septembre, on entendra parler du dossier de l'éducation cet automne.

Au-delà du tintamarre quotidien provoqué par la campagne électorale et notamment les tournées des chefs, quelles sont les intentions des deux principaux partis politiques québécois face aux questions qui préoccupent les électeurs ? Pour y répondre, LE SOLEIL poursuit aujourd'hui la publication d'une série de textes qui comparent les programmes du Parti libéral du Québec et du Parti québécois sur des thèmes cruciaux : le développement économique et l'emploi, la gestion de l'État et des finances publiques, le régime des relations de travail, l'éducation, les services de santé et l'avenir de la région de Québec.

Formation professionnelle : un partenariat à développer

Au chapitre de la formation professionnelle, le Parti québécois attache une telle importance à ce « projet national », que le chef Jacques Parizeau s'est engagé, lundi, à assumer personnellement la responsabilité de ce dossier. S'il est élu, le PQ entend obliger les employeurs à consacrer 1 % de leur masse salariale à la formation de leur main-d'oeuvre. Il propose également de recourir avec force à la formation en entreprise en instituant un programme d'alternance études-travail.

Le Parti libéral compte également sur le partenariat gouvernement-patronat-syndicats pour assurer la formation professionnelle. Il préconise une augmen-

tation du nombre de stages en milieu de travail pour permettre une meilleure transition entre l'école et l'entreprise. De plus, le parti veut créer des incitatifs fiscaux pour amener les employeurs à offrir une première expérience de travail rémunérée aux finissants des programmes de formation professionnelle.

Un automne chaud

Mais quel que soit le parti qui sera élu le 12 septembre, l'éducation sera un dossier dont on entendra parler au cours de l'automne.

Le Parti québécois propose, dès la prise du pouvoir, la convocation des États généraux de l'éducation pour faire le point sur l'état de la situation et de définir les orientations et les be-

soins de notre système d'éducation pour les prochaines années.

Le porte-parole du parti en matière d'éducation, le député Jacques Brassard, croit que le Conseil supérieur de l'éducation se verrait confier ce mandat de convoquer en consultation les forces vives de ce dossier au Québec.

Selon lui, tout sera sur la table à cette occasion : autant le financement du système scolaire que l'accessibilité, la décentralisation, les commissions scolaires linguistiques, l'école neutre, l'école privée, l'aide financière aux étudiants. M. Brassard estime que cette vaste consultation est devenue urgente, parce qu'il est nécessaire de réinvestir en éducation. « Les compressions, dont est l'objet le système scolaire depuis 10 ans, ont attaqué la qualité de l'éducation au Québec », dit-il.

Pour sa part, le ministre de l'Éducation, Jacques Chagnon, a déjà annoncé pour l'automne — si son parti est reporté au pouvoir — la tenue d'une consultation sur les suites à donner au rapport Corbo, concernant la liste des compétences qui seront exigées des élèves à la sortie de leurs études primaires et secondaires.

Cette consultation fait partie de la stratégie « des petits pas » du gouvernement libéral en matière d'éducation. Le parti ne veut pas entreprendre une réforme globale tous azimuts du système d'éducation. Après son renouvellement de l'enseignement collégial, il avait entrepris l'automne dernier de revoir les enseignements primaire et secondaire. Les résultats de la consultation sur le rapport Corbo lui permettraient de revoir les programmes de ces deux ordres d'enseignement.

vente DÉCORATION

STORES

NOS PRIX N'ONT JAMAIS ÉTÉ AUSSI BAS!

VERTICAUX POUR PORTE-PATIO

«DELTA» P.V.C. 75" X 84"

LAMELLES 3 1/2"

BLANC, ROSE, BLEU, MAUVE, MENTHE, GRIS, ABRICOT

SPECIAL À PARTIR DE: **29⁹⁹**

HORIZONTALS P.V.C. 1"

SPECIAL À PARTIR DE:

24" X 45"	3,99\$
27" X 45"	4,99\$
31" X 45"	5,49\$
40" X 45"	7,49\$
54" X 45"	10,49\$
64" X 45"	12,99\$
24" X 64"	6,49\$
27" X 64"	7,99\$
31" X 64"	8,99\$
40" X 64"	10,99\$
54" X 64"	13,99\$
72" X 64"	18,99\$

PRÊTS À EMPORTER
BLANC, VERT FORÊT, GRANITE, LILAS, NOIR, GRIS, BLANC CASSÉ

LES COULEURS ET GRANDEURS PEUVENT VARIER D'UN MAGASIN À L'AUTRE

ÉCONOMISEZ SUR LES RECouvreMENTS DE FENÊTRES SUR MESURE DE MARQUE RÉPUTÉES:

Draco Kinch LEVOLOR HunterDouglas BouClair Elite

CES ITEMS ET PLUSIEURS AUTRES SONT EN SOLDE JUSQU'AU 26 AOÛT OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS.

SERVICE DE DÉCORATION À DOMICILE GRATUIT!

661-0909

DRAPERIES

DES MILLIERS DE MÈTRES DE NOUVEAUX TISSUS DÉCORATIFS!

- DENTELLES** À PARTIR DE: 6³⁹ M
- 153 & 275 cm
Prix cour. jusqu'à 22,99\$ m
- TISSUS UNIS** 3⁹⁹ M
- Prix cour jusqu'à 24,99\$ m.
- SPECIAL À PARTIR DE:
- VOILAGES** 275 & 300 cm **60% DE RABAIS**
- BATISTES, TERGALS, BOUCLÉS
- 60, 000 MÈTRES! 50 COULEURS.
- Prix cour: jusqu'à 19,99\$ m.
- SPECIAL À PARTIR DE: 5⁹⁹ M
- DOUILLETES ET ENSEMBLES DE DOUILLETTE**
- Vaste choix d'imprimés mode! Prix cour: de 39,99\$ à 209,99\$
- 20% SUR UN VASTE CHOIX D'ACCESSOIRES DE SALLE DE BAIN ET RIDEAUX DE DOUCHES**
- 39⁹⁹** simple juvénile

retour à l'école

LES NOUVEAUX TISSUS SONT ARRIVÉS!

FLANELLE À CARREAUX

140 cm. 100% Coton. Flanelle très confortable aux carreaux multicolores.

Prix courant: 8,99\$ m

PRIX SPECIAL: **6⁹⁹** M RABAIS DE 20%

DENIM DE COULEUR

150 cm. 100% coton. Choisissez ce denim aux couleurs automnales. Forêt, noir, violet, terre de sienne et kaki.

Prix courant: 12,99\$ m

PRIX SPECIAL: **9⁹⁹** M RABAIS DE 20%

TISSUS LES ÉCOSSAIS

150 cm. 65% poly, 35% viscose. D'inspiration anglaise, ces écossois rouge, vert et violet raviveront votre garde-robe automnale.

Prix courant: 11,99\$ m

PRIX SPECIAL: **9⁴⁹** M RABAIS DE 20%

DES TISSUS À PRIX CHOC!

CHOIX QUALITÉ BAS PRIX, SERVICE SANS FRAIS D'ADHÉSION SANS CARTE DE MEMBRE SANS COUPON

CES ITEMS SONT EN SOLDE DANS LA VILLE DE QUÉBEC SEULEMENT

POLAR UNI ET IMPRIMÉ

150 cm. Grand choix de couleurs et d'imprimés d'automne.

PRIX À PARTIR DE: **9⁹⁹** M

PERMA PRESS

45 COULEURS! PREMIÈRE QUALITÉ

PRIX CHOC! **1²⁹** M À partir de

DOUBLURE 45"

POLYESTER

PRIX CHOC! **1⁹⁹** M

VASTE CHOIX D'ACCESSOIRES DE COUTURE **33^{1/3}%**

TOUS LES PATRONS

BUTTERICK & VOGUE **3 POUR 1**

BURDA **50%**

LEVIS GALERIES DE LACAPITALE SAINTE-FOY ST-ROMUALD (SORTIE DU SAULT)

833-4210

628-8760

659-1014

839-0806

CES ITEMS ET PLUSIEURS AUTRES SONT EN SOLDE JUSQU'AU 26 AOÛT OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

BouClair

NOUS GARANTISSONS TOUT MÊME VOTRE SATISFACTION!

CHEZ LALIBERTÉ

PAS DE TPS! PAS DE TVQ!SUR **TOUS** LES MANTEAUX INCLUANT FOURRURES, PELISSES ET AGNEAUX, À PRIX RÉGULIER. HOMMES, DAMES, ENFANTS.

OUVERT LE DIMANCHE DE 12H00 À 17H00
 2 HEURES DE STATIONNEMENT GRATUIT AVEC ACHAT
 Place Charest • Place Cartier • Place Jacques-Cartier • Place Jean Lesage

laliberté

MAIL CENTRE-VILLE, QUÉBEC 525-4841

NON APPLICABLE SUR LES VENTES ANTÉRIEURES.
 NON APPLICABLE SUR LES SERVICES FOURRURES NON APPLICABLE SUR CERTAINES MARQUES
 AU RAYON DES ENFANTS VOIR DÉTAILS EN MAGASIN ACHAT EN PERSONNE SEULEMENT.
 MARCHANDISE EN MAGASIN SEULEMENT.

LALIBERTÉ, BEAUCOUP, BEAUCOUP DE MANTEAUX!